

---

**Atelier de formation —  
Les Statistiques et indicateurs  
sur les femmes dans les pays de  
l'Afrique francophone**

---



Les ressources  
du pré-atelier

1993 T  
STA-AFR



## Avant-propos

Si l'on veut améliorer l'utilisation des données statistiques disponibles et identifier les lacunes qu'il reste à combler dans ce domaine, la coopération et un dialogue actif et soutenu entre les producteurs et les utilisateurs de ces données constituent une condition préalable de toute première importance.

En collaboration étroite avec le Bureau de statistique du Secrétariat des Nations Unies, l'INSTRAW a lancé l'initiative d'adopter une approche plus systématique en vue de susciter et de renforcer une participation et une collaboration plus actives entre les producteurs et les utilisateurs de données concernant les femmes et les hommes.

En Afrique, l'Institut a également entrepris des activités conjointes de recherche et de formation en collaboration étroite avec d'autres organismes des Nations Unies. Un des projets récemment conclus englobait quatre pays africains (le Burkina Faso, le Congo, la Gambie et la Zambie) et s'est concentré sur la façon de mesurer la contribution et la participation des femmes au secteur non structuré. Un des résultats de ce projet a été de démontrer jusqu'à quel point les données existantes pourraient être utilisées pour fournir certains des indicateurs essentiels du rôle de la femme dans la société. Cependant, il a été souligné avec fermeté qu'une des conditions essentielles et incontournables à la pleine utilisation de ces données est de pouvoir disposer d'une formation globale. En outre, des lacunes ont été constatées dans ces données, d'où a surgi de façon naturelle le besoin de les combler comme une question exigeant une réponse urgente. Bien que le projet se soit centré spécifiquement sur le travail des femmes dans le secteur non structuré, il s'en est également dégagé des questions et des problèmes similaires dans d'autres domaines.

Les tentatives d'aborder concrètement ces problèmes se poursuivent. Il y a quelques années, l'attention de l'INSTRAW a été attirée sur le besoin d'organiser un atelier concernant les statistiques relatives aux femmes dans les pays de l'Afrique francophone. A cette fin, en 1990, une mission a identifié au Mali les problèmes spécifiques qu'il fallait traiter. Les résultats de cette mission ont démontré la nécessité de répertorier les sources



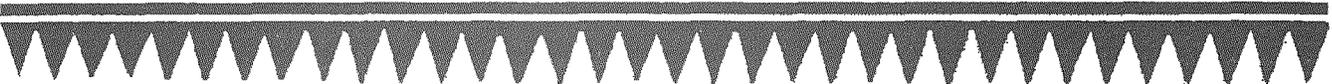
existantes de données, d'analyser les concepts, les méthodes et les techniques utilisés dans la collecte traditionnelle de données, d'élaborer une liste des statistiques et des indicateurs les plus importants pour la région, et de formuler une stratégie d'amélioration des statistiques disponibles.

L'atelier, qui aura lieu à Rabat (Maroc) du 13 au 17 décembre, constitue par conséquent une tentative d'aborder les questions mentionnées ci-dessus. Il est organisé par l'INSTRAW, en collaboration avec le gouvernement marocain et sous les auspices de la Ligue marocaine pour la protection de l'enfance, et d'autres organismes des Nations Unies. Des participants ont été invités du Burkina Faso, du Mali, du Sénégal, de la Mauritanie, du Maroc, du Bénin, de la Côte-d'Ivoire, de la République de Guinée, du Niger, du Togo, de la Tunisie et de l'Algérie.

Les participants (producteurs et utilisateurs de statistiques) prépareront un document national centré sur un problème spécifique ou sur une question de politique. Ce document national indiquera quels sont les besoins en information statistique pour ce problème ou cette politique, et présentera les statistiques et les indicateurs collectés disponibles. Il examinera également les façons d'améliorer les banques de données statistiques disponibles.

L'objectif principal de l'atelier est de rendre les producteurs de statistiques et les organismes responsables de la formation et de la promotion des femmes, conscients de l'importance des statistiques et des indicateurs concernant la condition de la femme dans la société et de leur rôle dans le développement économique et social.

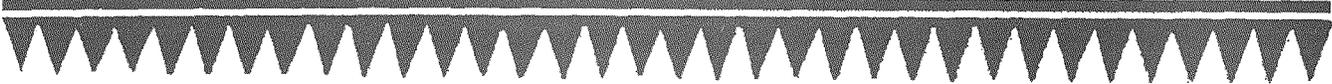
Avant l'atelier, les participants recevront le jeu de matériels didactiques que nous présentons ici et qui est destiné à les aider à améliorer leurs connaissances des questions et problèmes liés aux statistiques ventilées par sexe, et à préparer leur document national pour l'atelier. Ceci vise à renforcer la participation active aux discussions et aux sessions des groupes de travail de l'atelier, qui devront élaborer une série de stratégies de suivi. En vue de réaliser cet objectif, le matériel indique également un nombre de tâches dont les participants devront s'acquitter pendant la période d'étude préalable à l'atelier.



## Remerciements

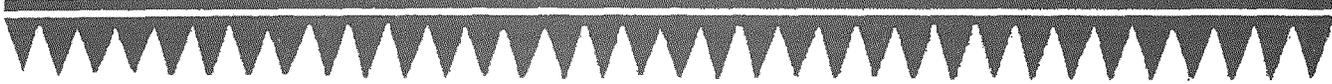
Ce matériel a été préparé initialement pour l'INSTRAW et pour le Commonwealth of Learning par l'Open Polytechnic de la Nouvelle-Zélande, afin d'être utilisé à l'Atelier sur les statistiques et les indicateurs concernant les femmes dans les Iles du Pacifique, tenu à Rarotonga, Iles Cook, du 30 novembre au 3 décembre 1992. Ce matériel a été hautement apprécié à cet atelier du Pacifique Sud. Pour l'atelier sous-régional des pays d'Afrique francophone, l'ensemble des matériels a été révisé et adapté afin de présenter des exemples reflétant davantage la situation de la région.

Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance et notre gratitude pour la contribution apportée par l'Institut de Développement Nord-Sud qui a traduit les documents en français en vue de leur utilisation à l'Atelier sous-régional sur les statistiques et les indicateurs concernant les femmes dans les pays de l'Afrique francophone, qui aura lieu à Rabat (Maroc) du 13 au 17 décembre 1993.



# Sommaire

<b>Section 1 : Introduction et objectifs</b>	<b>1</b>
Introduction	1
Buts et objectifs	1
Présentation du pays	1
<b>Section 2 : La nécessité des statistiques spécifiques au sexe</b>	<b>3</b>
Utilité des statistiques	3
Qui a recours aux statistiques ?	3
Peut-on mieux répondre aux besoins des utilisateurs ?	4
Différences entre les deux sexes	5
<b>Section 3 : Le projet Pré-atelier</b>	<b>6</b>
Approche générale	6
Etape 1 : Choisissez votre cas d'étude	7
Etape 2 : Identifiez les informations nécessaires	7
Etape 3 : Identifiez les informations disponibles	9
Etape 4 : Identifiez les indicateurs clés	11
Etape 5 : Présentez les données	12
Etape 6 : Vérifiez la véracité des données disponibles	14
Etape 7 : Préparez votre étude	15
<b>Section 4 : Compilation d'indicateurs sur la situation des femmes</b>	<b>16</b>
Le problème	16
Indicateurs illustratifs	16
Importance des indicateurs	17
Recensements	18
Enquêtes par échantillonnage	18
Enregistrements administratifs	19
Données complémentaires	19
<b>Section 5 : Sources de données de base</b>	<b>22</b>
Les pays développés	22
Les pays en voie de développement	22
Les services statistiques	23



Recensements	23
Enquêtes sur les ménages	26
Systèmes d'enregistrement et dossiers administratifs	29
<b>Section 6 : Biais relatifs au sexe en statistiques</b>	<b>31</b>
Priorités	31
Problèmes de communication	31
Problèmes additionnels	32
Programmes d'amélioration	32
Données non agréées	33
Valeur des données	33
<b>Références bibliographiques</b>	<b>35</b>
1. Les Femmes du Monde	36
2. Mesure de la Contribution au Développement des Femmes Travaillant dans le Secteur Non Structuré (industrie, commerce et services)	44
3. Issues Relévantes du Rapport Mondial sur Développement Humain 1993	63



# 1. Introduction et objectifs

## **Introduction**

Cet atelier et ce programme portent sur deux idées principales. La première consiste en la nécessité d'informations statistiques sûres, adéquates, exactes et claires pour une planification effective, une utilisation efficace des ressources, et un management réussi. La deuxième réside dans le fait qu'un développement d'un plan d'étude lors de l'atelier offre une excellente opportunité pour établir le dialogue afin que les besoins en statistiques soient reconnus et satisfaits.

## **Buts et objectifs**

Le but principal pour vous et le représentant de votre pays, est de faire un meilleur usage des informations dont vous disposez et vous permettre une meilleure compréhension des statistiques spécifiques à la femme ou à l'homme.

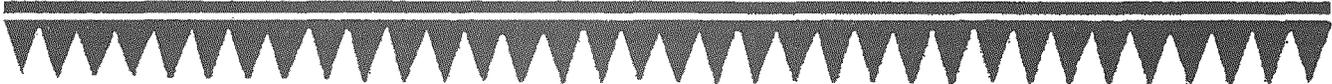
Le programme pré-atelier reflète cette orientation. Le but de ce programme est de vous aider à participer ensemble, contribuer et profiter de l'atelier lui-même.

En œuvrant ensemble dans le cadre de ce projet pré-atelier, vous pourrez :

- Définir les informations nécessaires pour établir un programme dans votre pays.
- Identifier les informations disponibles actuellement.
- Identifier les indicateurs clés.
- Présenter les données sous une forme accessible.
- Identifier l'écart existant entre les informations disponibles et celles recherchées.
- Développer un plan d'action préliminaire pour combler les lacunes en informations.
- Développer les capacités de mise en œuvre et de surveillance.
- Faire part aux autres participants de l'atelier de vos conclusions et propositions.

## **Présentation du pays**

On vous demande d'être prêts à présenter une étude sur le pays ou "Country paper" à l'atelier de Rabat, Morocco, du 13 au 17 Décembre 1993. Cette étude doit logiquement être faite à partir des activités entreprises lors du pré-atelier. Le programme devrait vous aider à préparer votre article.



La section 2 discute de la nécessité des statistiques spécifiques au sexe.

La section 3 suggère une méthode à adopter pour votre étude.

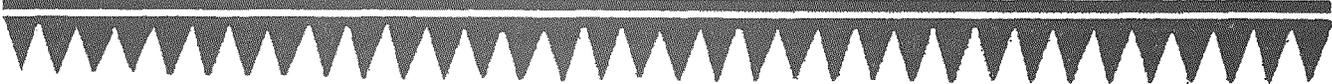
La section 4 traite des moyens de compilation d'indicateurs sur la situation de la femme.

La section 5 discute des sources probables de données de base.

La section 6 discute des biais effectués en statistiques spécifiques au sexe.

Des textes supplémentaires sont joints. Ils traitent d'un ensemble d'idées et concepts pouvant vous aider à développer votre étude.

**Notez :** L'INSTRAW vous demande d'envoyer un résumé de votre étude (une page), d'ici au 13 Novembre 1993. Ce résumé permettra à l'INSTRAW de rassembler les données nécessaires répondant à vos besoins de l'atelier.



## 2. Nécessité des Statistiques Spécifiques au Sexe

### **Utilité des statistiques**

Les statistiques sont essentielles pour une planification effective, la prise de décisions et l'évaluation d'un programme. Elles constituent les faits de base nécessaires pour comprendre et décrire le monde. Sans informations statistiques, les planifications ou prises de décisions sont souvent basées sur des perceptions subjectives ou sur des faits anecdotiques. Les programmes ou stratégies seront alors mal établis et ne répondront pas aux objectifs visés.

### **Qui a recours aux statistiques ?**

Les départements gouvernementaux et Ministères utilisent les statistiques pour établir des programmes ou stratégies et en observer l'impact lors de leur application.

Les organisations semi-gouvernementales et non gouvernementales ont recours aux statistiques pour évaluer et décrire leurs champs d'intérêt, identifier les groupes concernés, planifier, appliquer et surveiller les programmes.

Le personnel universitaire utilise également les statistiques pour l'enseignement et la recherche.

Certaines organisations ou groupes communautaires (des organisations féminines par exemple) ont besoin de statistiques pour comprendre et évaluer la situation sociale, définir les problèmes et trouver des solutions.

Les Nations Unies et ses agences ainsi que d'autres organisations internationales, telles que la banque mondiale du fond monétaire international, ont recours aux statistiques pour comprendre certains problèmes globaux et régionaux, développer des programmes en réponse à ces problèmes, et apporter une assistance technique et un support financier dans certaines régions du monde.

Le travail du statisticien consiste à fournir les informations nécessaires, généralement avec un budget réduit et d'autres contraintes de ressources.

**Peut-on mieux répondre aux besoins de l'utilisateur ?**

Tous ces utilisateurs ont besoin de différentes informations. Certains ont plus d'influence quant à la façon dont les statistiques sont repertoriées et présentées. Par exemple, les demandes internationales en rapports économiques aboutissent souvent à des statistiques concernant l'économie et le marché de l'emploi qui reflètent seulement la situation dans le secteur formel mais ne donnent pas d'informations sur le secteur non formel. Cependant, dans les pays en voie de développement, ces secteurs non formels contribuent de façon significative à la productivité locale et on y retrouve les principales activités économiques féminines.

Grâce à un dialogue mieux établi entre statisticiens et utilisateurs, on peut améliorer l'ensemble des statistiques disponibles et les présenter de façons répondant au besoin d'un nombre plus important d'utilisateurs.

La difficulté pour les statisticiens réside dans le fait qu'ils doivent présenter des statistiques adéquates, en temps opportun, exactes et accessibles à tous.

Quant à la difficulté qu'auront les utilisateurs, elle réside en la façon dont ils formuleront leurs questions en quête d'une réponse statistique, ou trouver les statistiques, comment évaluer leur qualité, et comment exploiter les données disponibles.

**Le but du projet pré-atelier est d'encourager statisticiens et utilisateurs à travailler en commun pour aboutir à des statistiques adéquates et accessibles à tous.**

**Un des moyens permettant de répondre à bon nombre de questions est de présenter une image aussi détaillée que possible de la société décrite. Les informations recueillies sur une population sont intéressantes dans la mesure où elles décrivent les différences existant au sein de cette population puis rattachent ces différences à des paramètres clés de bien-être, développement ou opportunité.**

**Les statistiques présentées sous forme d'agrégats de l'ensemble de la population peuvent masquer d'importantes différences entre les sous-groupes tels que les populations régionales, entre groupes ethniques, ou entre femmes et hommes.**



## Les différences entre sexes

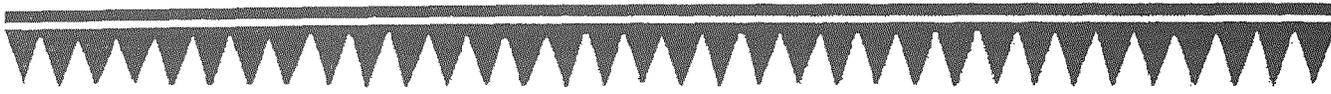
Dans tous les pays, cultures ou classes, la vie des femmes diffère de celle des hommes. Les différences varient selon la culture, mais d'une façon générale, les femmes ont la responsabilité de s'occuper de leurs enfants, des tâches ménagères, et souvent assurent à la famille son pain quotidien. Ces responsabilités influencent la part de contribution des femmes au sein de la communauté et à l'économie du pays.

A côté des enfants et des tâches ménagères, plusieurs femmes travaillent pour nourrir leurs familles. Elles œuvrent dans le secteur de la pêche, travaillent dans les champs, et les jardins et souvent vendent leurs produits.

De par le monde, le travail des femmes se restreint au cadre de leurs chez-elles et dans le secteur non officiel. Ce sont des travaux généralement à temps partiel, temporaires ou saisonniers et multiples.

Ces différences signifient que l'évolution a un impact différent selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes. Par exemple, les schémas de développement qui encouragent la production de céréales d'exportation peuvent apparaître comme enrichissants dans une région quand le rendement est calculé par personne. Cependant, l'étude des rendements peut révéler qu'une grande part des bénéfices va aux hommes, et les chiffres sur la productivité générale montrent que la terre utilisée pour une auto-suffisance est maintenant destinée à produire des céréales pour vente, et par conséquent les femmes et les enfants vivent de peu.

Afin de permettre aux planificateurs de prendre de justes décisions, les statisticiens doivent présenter des données exactes, crédibles, récentes, spécifiques au sexe et répondants aux besoins des utilisateurs : c'est le but de ce projet pré-atelier.



## 3. Le Projet Pré-Atelier

### Développement de votre étude

#### Approche générale

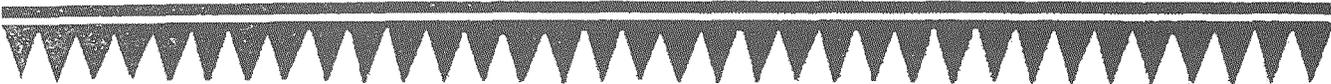
Lors du projet pré-atelier, statisticien et utilisateur travaillent ensemble sur un cas d'étude, afin d'explorer les besoins en informations et évaluer comment ces besoins peuvent être satisfaits.

#### *Méthode*

1. Choisissez un problème, un programme ou un sujet que vous pouvez analyser en terme de besoins concernant les femmes et les hommes. Ceci constitue votre cas d'étude.
2. Spécifiez les informations désirées en rapport avec le cas choisi.
3. Identifiez les informations disponibles répondant à vos besoins.
4. Développez les indicateurs clés.
5. Présentez les données sous une forme facile à suivre.
6. Évaluez la justesse des données disponibles pour résoudre les problèmes de votre cas d'étude.
7. Résumez les résultats des étapes 1 à 6 et développez ce récapitulatif comme une ébauche de votre étude que vous présenterez lors de l'atelier.

(Chacune de ces étapes est expliquée en détails dans les pages qui suivent).

Ce projet doit vous permettre d'apprécier ce que vous pouvez réaliser à partir des statistiques disponibles. Il doit également attirer votre attention sur les lacunes ou erreurs au niveau des données. Les moyens de pallier à ces dernières seront discutés lors de l'atelier. On vous demandera de compléter votre étude après l'atelier.



Les débats lors de l'atelier vous aideront à développer vos recommandations pour pallier aux lacunes et erreurs dans les données.

***Etape 1***  
**Choisissez votre cas d'étude**

L'utilisateur participant doit initier l'étape 1. Pour commencer, choisissez un problème, un programme ou un sujet à partir de votre champ d'intérêt comme base à votre cas d'étude. Choisissez en un que vous pensez être d'une importance majeure pour la femme.

***Par exemple :***

- L'accès à l'enseignement
- L'accès aux services de santé
- Le logement
- La violence et la protection publique
- Position qu'occupe les femmes au sein de la masse active.

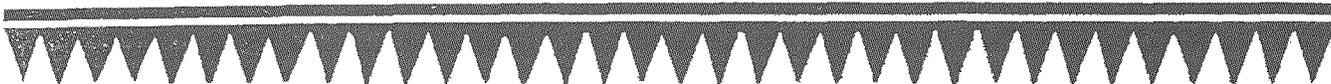
Après avoir sélectionné votre cas d'étude, discutez avec autant de personnes que possible pour avoir les informations voulues afin de décrire exactement le fond du problème. Ainsi vos données se concentreront sur ce dont aura besoin le groupe des utilisateurs. Ceci permettra également à ces derniers de surveiller les résultats.

Certaines questions pourront vous aider à décider quelles informations inclure :

- Quels sont les intérêts les plus urgents concernant l'exemple que vous avez choisi ?
- Quelles sont les questions les plus importantes auxquelles on doit répondre ?
- Quels changements souhaiteriez vous voir dans ce domaine ?
- Quels sont les problèmes concernant les femmes et ceux concernant les hommes ?

***Etape 2***  
**Identifiez les informations nécessaires**

Après avoir identifié le problème ou le sujet concernant votre cas d'étude, la prochaine étape consiste à détailler les informations désirées pour développer les stratégies ou programmes appropriés, et par suite, les surveiller et les évaluer.



**Exemple : étape 1** Pour illustrer les étapes de ce projet, nous avons considéré la position des femmes au sein de la masse active. Ainsi:

*Le cas d'étude* : Position qu'occupent les femmes au sein de la masse active.

*Le champ d'intérêt* : Evaluer la part de contribution des femmes au travail sont-elles désavantagées par rapport aux hommes quant à leur accès au travail ? Et aux récompenses ? Si c'est le cas, pourquoi ?

Le meilleur moyen de décider du choix d'informations dont nous avons besoin est de considérer les questions auxquelles nous devons répondre. Discutez du sujet que vous avez choisi pour déduire l'ensemble des questions les plus importantes à traiter.

Après avoir décidé des questions auxquelles on devra répondre, la prochaine étape consiste à les traduire en besoins en informations statistiques. A ce stade, vous devez travailler en commun avec le statisticien lors de l'atelier. Ensemble, vous pouvez définir les besoins en informations statistiques. Pour cela, vous devez décider des informations dont vous avez besoin pour répondre à chacune des questions. Discuter des questions avec les autres membres, peut également vous aider. Pour chaque question, dressez la liste d'informations nécessaires comme l'illustre l'exemple plus loin.

Lorsque vous définissez vos besoins en informations statistiques, pensez au pourquoi de la chose, c'est à dire pourquoi avez-vous besoin de ces informations ? et comment les utiliser.

Si vous ne trouvez pas de réponses au "pourquoi" et au "comment" de la chose, les données pourront alors être d'une moindre importance.

Pour obtenir des statistiques exactes et représentatives, vous devez d'abord savoir exactement ce que vous voulez étudier. Prenons l'exemple des revenus, vous devez spécifier s'il s'agit de revenu brut, ou net, du revenu actuel ...etc. Vous devez également spécifier la période de référence à laquelle vous comptez évaluer les revenus.

**Suite de l'exemple** Dans l'exemple de la position des femmes dans la masse active, quelques questions clés peuvent être posées :

- La proportion de travaux effectués par les femmes dans le secteur payant. La proportion constituant le secteur non payant (travaux domestiques, travail agricole pour une auto-suffisance, travail bénévole au sein de la communauté, ou autres activités similaires).
- Dans quelles industries et quels emplois occupent les femmes et les hommes ?
- Quel est le revenu de chacun ?
- Quels sont les horaires de travail des femmes dans chacun des secteurs rémunérés et non rémunérés, comparés au nombre d'heures effectuées par les hommes ?

S'agit-il d'une courte période telle qu'une semaine ? ou une plus longue durée comme une année ? ou s'agit-il simplement du revenu habituel. Dans ce dernier cas, ce revenu est-il lié à la situation actuelle ou à une période plus longue ?

Lorsque vous aurez établi votre liste d'information, prenez votre temps pour la revoir ; vous pouvez ainsi déduire si les informations statistiques sont suffisantes pour obtenir :

- Une vue d'ensemble sur les problèmes majeurs concernant les femmes et les hommes.
- Une vue plus approfondie sur certains domaines clés.
- Une base solide pour développer une stratégie ou un programme.

Le statisticien est en mesure de savoir si une réponse statistique peut être utilisée et vous permettra de clarifier certains concepts.

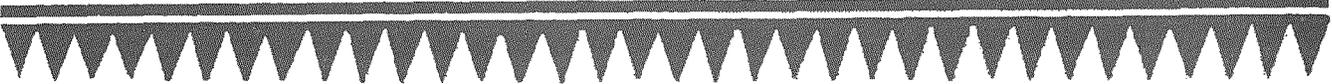
**Etape 3**  
**Identifiez les informations disponibles**

Le statisticien participant est le mieux qualifié pour cette étape. Les informations nécessaires à votre cas d'étude peuvent se trouver parmi une variété de données; il est donc important d'examiner toutes les sources de données disponibles, comprenant, par exemple, des recensements de la population, des descriptions générales, des données administratives.

<b>Suite d l'exemple</b>  <b>Question</b>	<b>Informations statistiques requises</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelle proportion de travaux effectués par les femmes est rémunérée. Quelle proportion est non rémunérée ?</li> <li>• Idem pour les hommes ?</li>   <li>• Quest est le nombre d'heures de travail effectuées par les hommes, et par les femmes, dans les secteurs lucratif ou non payant ?</li>   <li>• Dans quelles industries, et quels emplois les femmes occupent-elles, comparées aux hommes ?</li>   <li>• Quels sont les revenus des hommes et des femmes ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de personnes qui travaillent, par sexe.</li> <li>• Nombre d'employés dans le secteur payant, par sexe.</li> <li>• Nombre de personnes dans le secteur non officiel, ou non payées (travaux domestiques par exemple) par sexe.</li>   <li>• Nombre d'heures effectuées dans le secteur rémunéré lors de la semaine passée, par sexe.</li> <li>• Nombre d'heures effectuées dans le secteur non rémunéré la dernière semaine, par sexe.</li>   <li>• Distribution des personnes embauchées, par emploi et par sexe.</li> <li>• Distribution des personnes employées, par industrie et par sexe.</li>   <li>• Montant du salaire perçu durant les 12 derniers mois, par sexe.</li> </ul>

Referez vous à la section 5 pour des informations supplémentaires. En cherchant les rendements statistiques disponibles, vous ne devez pas vous restreindre qu'à ceux produits par l'agence nationale de statistiques. Il existe d'autres agences gouvernementales, universitaires et des organisations non gouvernementales, pouvant être une source d'informations supplémentaires.

Lorsque vous aurez réuni les informations de différentes sources, vous pouvez obtenir toutes les données désirées. Il est possible que les informations disponibles ne répondent pas précisément à



vos besoins, vous pouvez toutefois en déduire des données en rapport avec l'information nécessaire, d'où leur utilité.

**Etape 4**  
**Identifiez les**  
**indicateurs clés**

Après avoir considéré les statistiques dont vous avez besoin, et les moyens de les avoir, vous pouvez maintenant vous occuper des indicateurs, les identifier, les définir et les calculer, à partir des données présentes. Choisissez un ensemble d'indicateurs spécifiques reflétant les problèmes et les questions évoqués auparavant, particulièrement ceux ayant un impact différent sur les femmes et sur les hommes.

*Qu'est-ce qu'un indicateur ?*

Un indicateur résulte d'une sélection, un arrangement ou une manipulation des données de base. Les indicateurs résument et condensent les informations statistiques. Leur fonction est de montrer les aspects les plus significatifs d'une situation. Ils peuvent être utilisés pour évaluer une situation et prendre les décisions appropriées.

Ils indiquent s'il faut aller à l'avant ou renoncer aux buts fixés. Ils peuvent également être considérés comme un signal d'action.

Ils peuvent montrer les différences entre sous-groupes, (par exemple, entre femmes et hommes, population rurale et urbaine) et comment ces différences évoluent dans le temps.

Des indicateurs simples consistent en :

- Résumés, classements ou selections de données de base, telles que :
  - Proportion d'une population ayant une caractéristique donnée,
  - Rythme d'incidence ou changement,
  - Mesures de sévérité,
  - Temps écoulé
- Méthodes, moyennes et autres mesures
- Pourcentage et fréquence de distributions.

**Suite de l'exemple** Toujours dans notre exemple sur la position de la femme dans la masse active, quelques indicateurs clés :

- Pourcentage de femmes employées
- Part de contribution - proportion de femmes dans la masse active
- Pourcentage d'emplois ou industries réservées aux femmes.
- Moyenne d'heures de travail par semaine, par sexe dans le secteur rémunéré.
- Moyenne d'heures effectuées dans le secteur non rémunéré, par sexe.
- Revenu hebdomadaire moyen pour les femmes et pour les hommes.

Pour des informations supplémentaires se référer à la section 4.

En Identifiant et en compilant votre ensemble d'indicateurs gardez en tête qu'un indicateur peut vous induire en erreur. C'est au statisticien de préciser les limites et expliquer les concepts que révèlent les statistiques.

***Etape 5***  
**Présentez les données**

Après avoir sélectionné et réuni les données nécessaires ; et après une analyse correcte afin d'en extraire les informations désirées, la prochaine étape consiste à présenter ces dernières d'une manière intéressante. Votre objectif est de faire une description statistique globale des sujets et problèmes intéressant l'utilisateur.

Cette étape est réalisée grâce à un travail commun entre statisticien et utilisateur. Pour que cette description soit intéressante, utilisez des tableaux simples, des diagrammes et des commentaires représentatifs.

Les informations statistiques seront ainsi accessibles à tous. Une présentation traditionnelle à l'aide de tableaux détaillés est généralement ennuyeuse et difficile à assimiler, lors de votre description, référez vous toujours aux problèmes considérés par l'utilisateur, en les plaçant dans leur contexte démographique, social et économique. Vous devez être objectif et impartial. Le statisticien ne doit émettre aucun avis personnel d'approbation ou de critique.

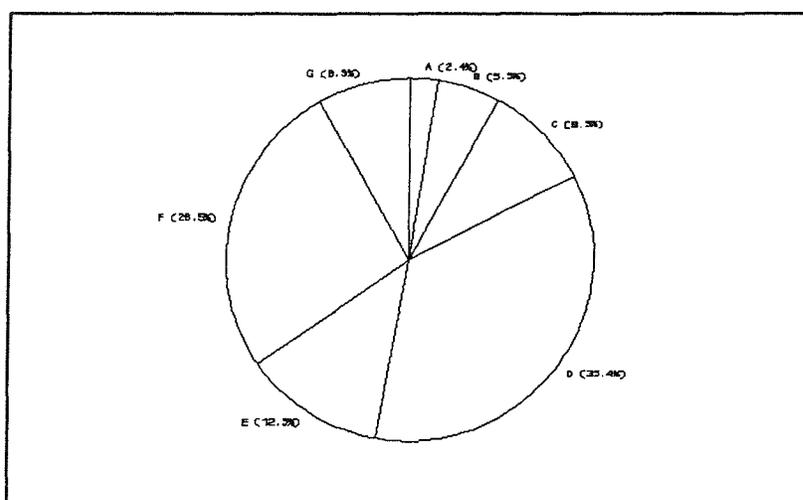
Il est important de mettre en évidence chacune des situations des femmes et des hommes au moyen de statistiques.

Les préjugés sur les femmes ont toujours existé, dans tous les pays, et on s'intéresse moins à elles dans la société et lors d'études statistiques. D'où le besoin de faits montrant la situation des femmes par rapport aux hommes.

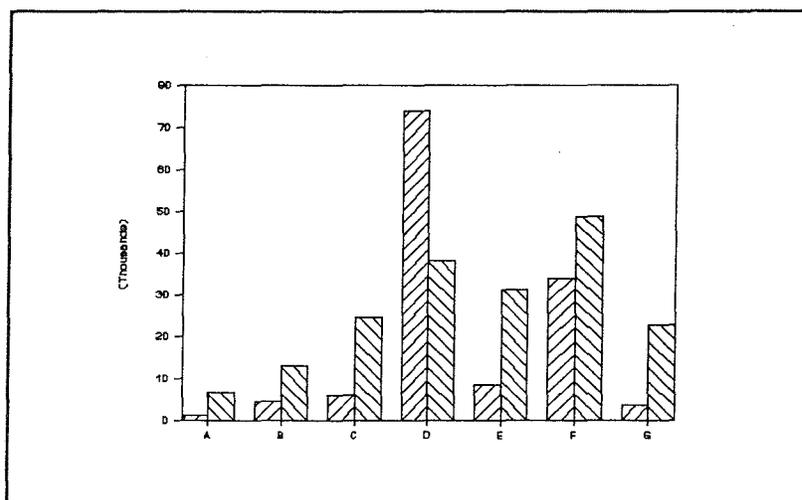
A chaque fois que possible, classez les données par ordre chronologique. Le lecteur verra ainsi l'évolution des faits dans le temps.

Faites des comparaisons à l'échelle régionale et entre sous groupes d'une population, car souvent l'image à l'échelle nationale est différente de celles observées à d'autres niveaux.

### Répartition de la population active par sexe et par groupe professionnel



### Répartition en pourcentage de la population active par sexe et par groupes d'âge

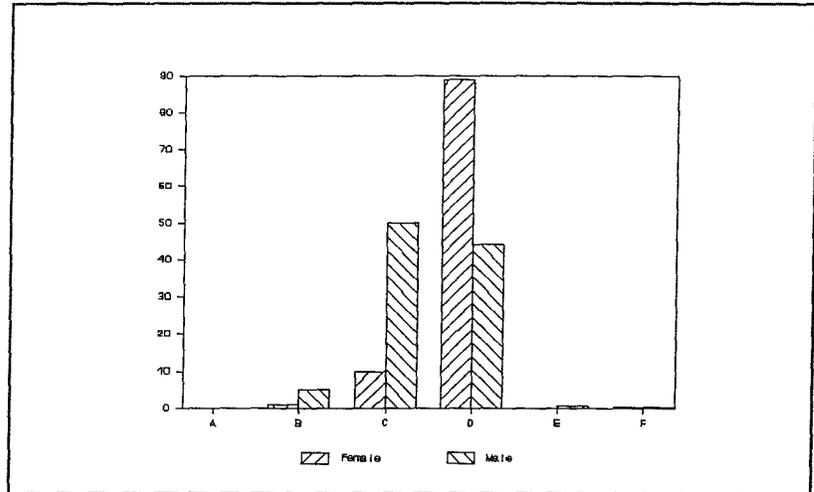


- A: Cadres professionnels et techniques
- B: Cadres administratifs et de gestion
- C: Employés de bureau
- D: Employés à la vente
- E: Travailleurs des services
- F: Travailleurs de la production
- G: Autres

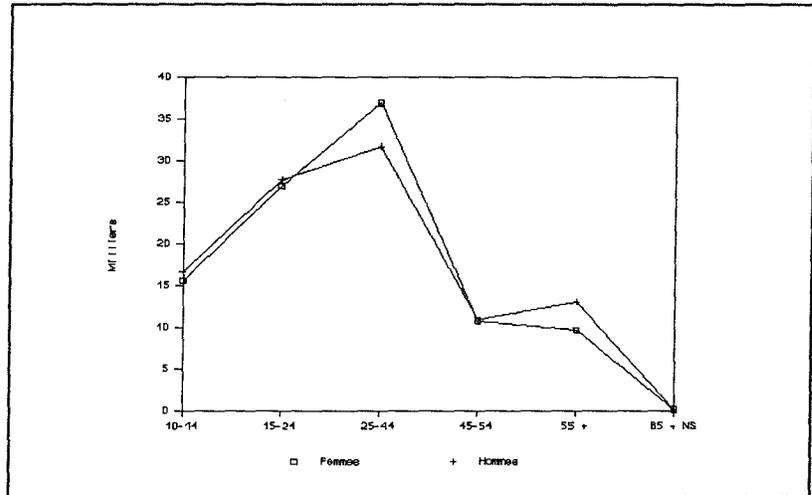
Source: Nations Unies, Bureau de statistique. Synthèse pilotes sur la collecte de statistiques sur le rôle des femmes du secteur non structuré dans l'industrie, le commerce et les services dans quatre pays d'Afrique (document de travail), Mai, 1990.

## Répartition de la population active par sexe et par groupe professionnel

A: Employeur  
 B: Salarié  
 C: Travailleur indépendant  
 D: Aide familial non rémunéré  
 E: Apprenti  
 F: Non indiqué



## Répartition en pourcentage de la population active par sexe et par situation relative à l'emploi



Source: Nations Unies, Bureau de statistique. Synthèse pilotes sur la collecte de statistiques sur le rôle des femmes du secteur non structuré dans l'industrie, le commerce et les services dans quatre pays d'Afrique (document de travail), Mai, 1990.

### Etape 6 Vérifiez la véracité des données

Lors de cette étape de votre étude, vous évaluez la véracité des statistiques disponibles en vous basant sur les étapes 1, 2, 3, 4 et 5. Il serait intéressant que statisticiens et utilisateurs évaluent séparément ces informations, et discutent par la suite afin de développer ensemble une stratégie générale. Soyez prêt à discuter ces stratégies lors de l'atelier.

Vous devez considérer deux aspects principaux lors de votre évaluation :

- Les concepts, les définitions et les systèmes de classification,
- Les lacunes de données



Voici quelques questions vous aidant pour votre évaluation :

- Les concepts, les définitions et classifications sont-ils appropriés ?
- Ces mêmes paramètres sont-ils constants ?
- Les statistiques sont-elles exactes et à jour ?
- Sont-elles accessibles aux utilisateurs ?
- Sont-elles présentées d'une manière facile à assimiler ?
- A t-on réuni toutes les informations nécessaires ? Sinon, pourquoi ?
- Procède t-on assez fréquemment à des études statistiques pour répondre aux besoins des utilisateurs ?
- Les rapports établis sont-ils suffisants ?

Vos réponses à de telles questions doivent vous permettre de structurer votre évaluation.

***Etape 7***  
**Préparez votre**  
**étude ou**  
**"Country paper"**

Lors de cette dernière étape, vous devez donner une description générale des six étapes précédentes. Les grandes lignes en seront :

- Le problème auquel vous vous êtes intéressé dans votre cas d'étude,
- Les informations requises,
- Les statistiques disponibles,
- Les indicateurs clés que vous avez développé.

Ajoutez à cela la description statistique que vous avez réalisé et mentionnez les lacunes et les erreurs que vous avez relevées. Ceci sera l'ébauche de votre "Country paper" pour l'atelier de Rarotonga.

**Notez :** L'INSTRAW vous demande 13 Novembre un résumé d'une page selon ces grandes lignes.

## 4. La Compilation d'Indicateurs de la Situation de Femmes

**Cette section fournit information additionnelle sur les indicateurs statistiques qui pourraient aider avec la préparation de votre rapport national.**

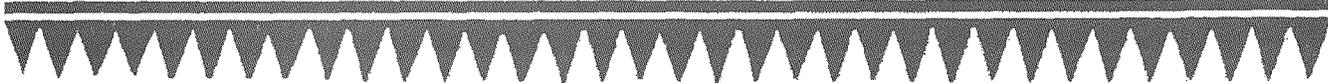
### **Le problème**

Etant donné l'état actuel des statistiques sociales et économiques, le problème revient à sélectionner des indicateurs qui soient valables et fiables tout en pouvant être appliqués à grande échelle et aisément compris. La sélection de tels indicateurs peut se faire de différentes façons. La méthode dans la présente étude consiste à dériver des indicateurs dans les différents domaines dans lesquels des statistiques sont disponibles, c'est-à-dire la population active, l'éducation, etc. Vu les raisons qui ont motivé la demande d'établissement d'indicateurs de la situation des femmes, on s'est efforcé, dans la présente étude, de formuler des indicateurs permettant de mesurer tant les options qui s'offrent aux femmes dans les secteurs social et économique de la vie que les différences qui existent entre les hommes et les femmes dans les domaines qui préoccupent les organismes nationaux et internationaux.

### **Indicateurs illustratifs**

Les indicateurs types de la situation des femmes présentés dans cette étude ont été établis pour aider les pays à effectuer leur propre sélection. Les exemples donnés ne sont aucunement limitatifs. S'il faut, d'une part, maintenir le nombre d'indicateurs dans des limites raisonnables, il importe, d'autre part, de veiller à ce que la liste initiale ne soit pas si courte qu'elle perde tout utilité. En outre, les données courantes dont on dispose dans de nombreux pays en développement limitent la gamme d'indicateurs pour lesquels il existe des données de référence. Par conséquent, seuls certains d'indicateurs identifiés dans la présente étude seront utiles pour tel ou tel pays.

Lorsque l'on cherche à identifier les indicateurs pouvant être considérés comme indicateurs principaux, il faut examiner les grands domaines dans lesquels il se pose des problèmes en ce



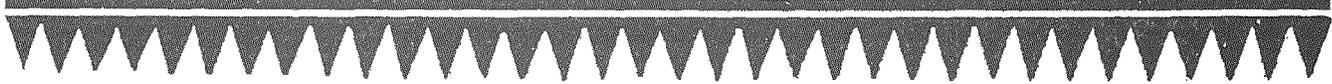
qui concerne la situation des femmes. Cela suscite des questions de fond qui sont liées l'hypothèse selon laquelle les hommes et les femmes sont affectés différemment par leurs environnements social et économique et qu'un objectif majeur, dans la plupart des sociétés, consiste à assurer l'égalité entre les sexes sur le plan social et économique. Parmi ces questions, on peut citer les suivantes:

- Quels sont les problèmes critiques qui se posent en ce qui concerne la situation des femmes les divers pays ? Quels sont les changements qui résulteront le plus vraisemblablement dans ce domaines de la transformation d'ensemble des sociétés (dans les domaines, par exemple, de l'éducation et de la formation, de la participation à la population active) ?
- Dans quelle mesure les besoins des femmes, du point de vue des différents services sociaux et des divers types d'emploi, sont-ils différents de ceux des hommes ?
- Quelle est la situation comparative des femmes à l'intérieur des pays, par a groupe ethnique, par groupe socio-économique et par résidence urbaine et rurale ?
- Comment la répartition des tâches ou des droits et des obligations en matière de travail entre les sexes affectent-elles les femmes ?

### **Importance des indicateurs**

Les réponse à ces questions aident à déterminer quels sont les indicateurs spécifiques les plus importants. Les question elles-mêmes montrent que les indicateurs seront dérivés des statistiques décrivant les activités économiques, l'éducation et l'alphabétisation, la situation de famille et la situation des ménages, et les données démographiques de base, par sexe et par âge. Les données nécessaires à l'établissement de tels indicateurs existent déjà grâce aux systèmes de recensement, d'enquêtes et d'état civil ou aux autres systèmes d'enregistrement administratif existant dans de nombreux pays. Ces systèmes seront discutés en détail dans le chapitre qui suit.

On en donne cependant ici un bref exposé à l'intention des lecteurs peu familiarisés avec le contenu de ces sources de données et avec les problèmes généraux qui se posent dans le cadre de toutes les activités de collecte de données.



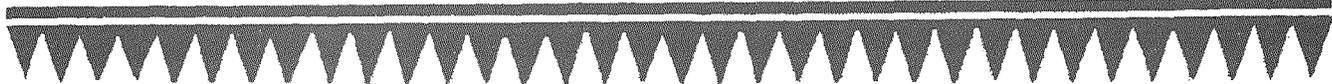
En tout premier lieu, il importe de noter qu'il n'existe pas de source unique permettant de fournir toutes les données dont ont besoin les différents pays et différents usagers de ces pays pour décrire la situation des femmes. Il y a trois types de sources officielles nationales de données de base concernant les femmes: les recensements de la population et du logement, des enquêtes par échantillonnage de la population et les systèmes d'enregistrement et de données administratives. Bien que chacune de ces trois grandes sources de données ait des avantages et des limitations, elles doivent être considérées comme complémentaires si l'on veut en tirer tout le parti possible. Utilisées conjointement, elles offrent une masse considérable de données permettant d'établir les indicateurs nécessaires aux fins de la planification, de l'administration et de la recherche.

### **Recensements**

Les recensements de la population et du logement sont probablement les sources les plus complètes de données sociales et économiques nécessaires à la formulation d'indicateurs dans la plupart de pays. Ils ont une couverture universelle, et une grande diversité de données sont rassemblées pour décrire les effectifs et les caractéristiques de la population à des intervalles spécifiés. Ainsi, il existe de très nombreuses possibilités de placement en coupe des données, par région géographique et en fonction de caractéristiques démographiques, sociales et économiques sélectionnées. Toutefois, comme les recensements de population sont relativement peu fréquents, les données sont rapidement dépassées. En outre, la manipulation d'une masse aussi considérable de données est fort onéreuse. Néanmoins, pour la plupart des pays, les recensements sont un point de départ et permettent de dégager les données essentielles et de tenter d'établir divers indicateurs sociaux.

### **Enquêtes par échantillonnage**

Les enquêtes par échantillonnage de la population de mettre à jour les informations recueillies dans le cadre des recensements intéressant le pays tout entier ou certaines grandes régions géographiques. Elles constituent des sources de données extrêmement souples et permettent d'obtenir des données sociales et économiques très complètes entre les recensements. Presque n'importe quel sujet peut être étudié, et de nombreux pays ont mis en place d'importants moyens d'enquête.



il existe de nombreux types d'enquêtes sur les ménages, et chacun d'entre eux a des avantages et des inconvénients. Ces enquêtes portent toutes sur un petit échantillon de la population globale et tendent à obtenir des informations indispensables et à jour sur des sujets aussi divers que le chômage ou la consommation d'énergie. Comme les informations sont rassemblées sur la base d'un échantillon relativement restreint, il n'est généralement pas possible d'obtenir une présentation détaillée des données sociales et économiques sur la base de régions géographiques peu étendues.

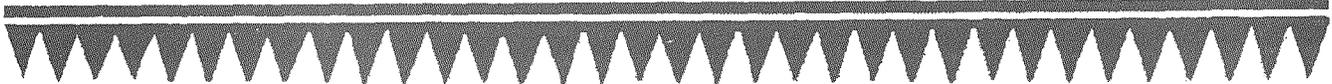
**Enregistrements administratifs**

Une autre source potentielle de données est les systèmes d'enregistrement administratif. Ces systèmes comprennent notamment les registres d'état civil faisant apparaître les naissances, les décès, les mariages et les divorces. Malheureusement, bien que ces sources des données soient extrêmement importantes pour les femmes, leur contenu et leur couverture sont souvent limités.

**Données complémentaires**

Il importe de réaffirmer que ces trois grandes sources de données doivent être complémentaires. Les rapports qui existent entre les recensements de la population et du logement, d'une part, et des données plus fréquentes, mais moins détaillées sur le plan géographique, comme celles qui sont fournies par les enquêtes par échantillonnage. Ces données sont complémentaires à d'autres égards également. Il se peut que le recensement porte sur une gamme de sujets plus large, mais que ces sujets ne soient examinés que de façon beaucoup plus détaillée dans le cadre d'une enquête. Par exemple, l'état de la participation à la population active et la profession peuvent faire l'objet d'un recensement, tandis que des questions supplémentaires concernant par exemple les compétences, les heures de travail, les occupations secondaires et ainsi de suite peuvent faire l'objet d'une enquête.

Les enquêtes par échantillonnage sur les ménages permettent également de collecter des données rapidement, par exemple pour faire face à une situation de crise dans le domaine de l'énergie ou pour étudier le comportement des électeurs lorsque l'on prévoit d'adopter des mesures législatives intéressant les droits civils ou les droits de l'homme. Simultanément, si l'on veut préparer une enquête comme il convient, il faut habituellement disposer des données détaillées



concernant la population et le logement, des données concernant la population et le logement, des cartes et des autres informations obtenues dans le cadre d'un recensement.

En bref, les trois principales sources (et méthodes de collecte) de données doivent être considérées comme des processus assez bien définis ayant des caractéristiques à la fois distinctes et communes en ce qui concerne le contenu, le détail, l'exactitude et la ponctualité des données recueillies. Ces trois sources de données sont complémentaires et aucune d'entre elles ne permet, à elle seule, d'obtenir les données requises pour établir des indicateurs de la situation des femmes. On trouvera au tableau 1 une indication des avantages et des inconvénients relatifs des recensements, des enquêtes et des systèmes d'enregistrements de l'état civil sur la base de sept critères spécifiés. Il ressort de ce tableau que les avantages relatifs de trois grandes sources de données sont complémentaires : les données recueillies, si elles sont généralement précises dans un cas, le sont souvent peu dans l'autre.

Les efforts déployés et les ressources existantes doivent tendre à améliorer les systèmes de recensement, d'enregistrement et d'enquête, spécialement dans les pays en développement, pour pouvoir satisfaire les besoins de tous les usagers de statistiques intéressant les femmes.

Sources:  
DIESA/INSTRAW (1988)  
*Compiling Social Indicators on the Situation of Women*  
Santo Domingo, INSTRAW

**Tableau 1 :** Caractéristique des trois grandes sources de données nécessaires à l'établissement d'indicateurs de la situation des femmes

Critères	Méthodes de collecte de données		
	Recensement	Statistiques d'état civil	Enquête échantillonnage
Détail (richesse et diversité du sujet)	Moyen	Faible	Moyen
Exactitude	Moyenne	Bonne	Moyenne
Précision (absence d'erreurs d'échantillonnage)	Bonne	Bonne	Faible
Ponctualité des données	Faible	Bonne	Bonne
Détail Géographique	Bonne	Bonne	Faible
Possibilité d'obtenir des informations sur le population exposée	Bonne	-	Bonne
Facilité d'organisation dans un pays en développement	Moyenne	Faible	Bonne

## 5. Sources de Données de Base

Cette section fournit information additionnelle sur les sources introduites dans la section 4.

### **Pays développés**

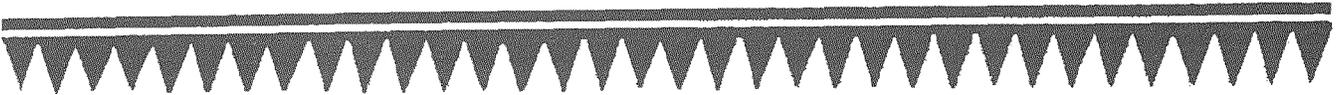
Comme indiqué dans le chapitre précédent, les sources de données de base concernant le femmes varient beaucoup. Dans les pays développés, ces sources sont dossiers administratifs qui peuvent fournir différents indicateurs assez régulièrement. En outre, de nombreux pays développés font des enquêtes spécialisées sur les ménages afin d'étudier périodiquement, et à titre exclusif, les conditions de vie.<sup>1</sup>

### **Pays en développement**

Dans la plupart des pays en développement, en revanche, les sources de données de base permettant d'établir des indicateurs sociaux sont très diverse, mais très rares sont ceux qui effectuent depuis longtemps des recensements de la population et du logement ou qui ont des systèmes fiables d'enregistrement des données de l'état civil. Rares sont ceux aussi qui ont mis en place des programmes systématiques d'enquête sur les ménages. Dans bien de cas, par conséquent, il faut améliorer et élargir considérablement les données de base dans les domaines sociaux avant de pouvoir établir une série complète d'indicateurs sociaux utiles. Il peut être nécessaire aussi d'envisager la possibilité d'établir quelques indicateurs provisoires à titre prioritaire sur la base des différentes sources de données. Dans certains pays, les données administratives ou les données rassemblées par les collectivités locales peuvent être la seule source valable d'information.

A l'heure actuelle, même s'il serait préférable de se baser sur les statistiques rassemblées et compilées par le système

<sup>1</sup> Pour un examen des sources de données figurant dans les publications nationales relatives aux indicateurs sociaux, voir "Rapport intérimaire sur les travaux nationaux et internationaux consacrés aux indicateurs sociaux" (ST/ESA/STAT/102), PAR. 11-16. on trouvera au paragraphe 13 de ce rapport des informations sur les enquêtes sur les ménages expressément consacrées aux niveaux de vie.



national de statistique. Il convient également de mentionner toute le gamme de techniques étant hautement spécialisées, elles ne seront pas examinées ici en détail.

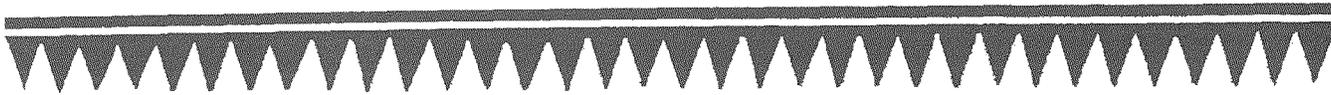
### **Services statistiques**

Différentes activités réalisées para les services nationaux de statistique fournissent des données sur des aspects divers de la situation des femmes. Dans la présente section, on passera en revue les sources d'information relatives à la situation des femmes pouvant servir à établir des indicateurs. Les types de données qui existent habituellement seront décrits, avec une indication de leur couverture et de leur exactitude. En outre, on trouvera quelques suggestions de modifications mineures qui permettraient de mieux décrire la situation des femmes. Il convient de noter que le présent rapport met l'accent sur les systèmes nationaux officiels de collecte de données, et qu'il ne parle pas des indicateurs pouvant être élaborés à partir d'études de cas spécialisés et d'enquêtes portant sur des populations culturelles, socio-économiques ou régionales déterminées. De telles études peuvent fournir et ont effectivement fourni une masse substantielle d'information sur différents aspects de la situation des femmes. Toutefois, il s'agit habituellement d'entreprises à petite échelle réalisées sur une base localisée, et les résultats ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble du pays. Par conséquent, elles ne sont pas étudiées en détail dans le présent rapport car l'accent a été mis sur les indicateurs pouvant être établis à partir des systèmes nationaux de données.

### **Recensements**

Les recensements de la population et du logement son probablement la meilleure source d'information quant aux effectifs et à la répartition de la population de sexe féminin (ainsi que de la population globale) en fonction de différentes caractéristiques sociales et économiques. Dans la plupart des pays, les principaux aspects caractéristiques des données provenant des recensements sont l'existence de données portant sur des régions très restreintes et la comparabilité des données entre les pays. Certains des sujets que l'Organisation des Nations Unies a recommandé d'étudier en 1980 dans le cadre du Programme mondial de recensements de la population et du logement de 1980 et qui sont pertinents dans le contexte du présent rapport sont énumérés dans le tableau 2.

Avant de passer en revue ces sujets, il faut mettre en relief deux caractéristiques des recensements de la population.

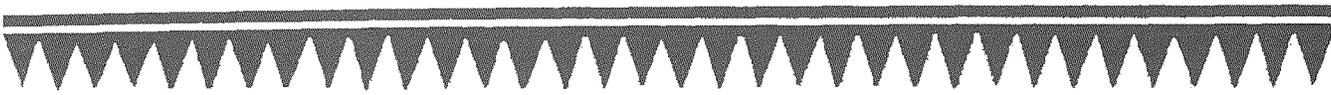


Premièrement, l'unité statistique primaire dans le cadre d'un recensement de la population est l'individu. Par conséquent, l'on peut obtenir des informations sur l'éducation, le revenu et les sujets connexes pour tous les individus, qui peuvent être ventilés comme on le souhaite, et des comparaisons peuvent être faites entre les principaux groupes par âge et par sexe. Deuxièmement, bien que les questions dont l'étude a été recommandée lors des séries de recensements de 1970 et 1980 soient très semblables, les recommandations formulées en 1980 à l'échelon international font une bien plus large place aux régions et aux pays pour ce qui est du choix de sujets à étudier. Tandis qu'en 1970 tant les sujets "prioritaires" et les "autres sujets utiles" aient été examinés en détail dans les recommandations internationales en 1981, la sélection, la définition et l'application des "autres sujets utiles" ont été laissées aux soins de chaque région et pays. Les principaux sujets mentionnés dans les recommandations internationales de 1980 qui semblent pertinentes aux fins de la présente étude sont notamment les suivants :

- lieu de résidence,
- rapport avec le chef de famille ou autre personne de référence au sein du ménage,
- sexe,
- âge,
- situation de famille,
- niveau d'éducation et fréquentation scolaire,
- activité économique,
- profession,
- industrie, et
- statut en matière d'emploi.

Deux autres sujets mentionnés dans les recommandations internationales mais ne figurant pas dans la majorité des recommandations régionales sont le revenu et le secteur d'emploi.

Il ressort des sujets mentionnés que l'on peut faire des comparaisons par sexe et par âge et entre les populations rurales et urbaines, à partir des données rassemblées dans le cadre des recensements, dans les pays qui ont suivi les recommandations internationales. En fait, toutefois, les pratiques suivies par les pays en ce qui concerne la définition des concepts et des mesures peuvent être différentes si les



différents pays ont modifié les recommandations pour tenir compte de leur situation et de leurs besoins particuliers. Par exemple, le travailleur familial non rémunéré est défini de façon différente d'un pays à un autre. Même à l'intérieur d'un même pays, les divers concepts peuvent être définis d'une façon lors d'un recensement et d'une ou de plusieurs façons différentes à des fins d'enquête selon d'organisme qui collecte les données. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les concepts liés à la population active, mais cela vaut aussi pour d'autres secteurs, et quiconque utilise les données compilées à des fins de comparaison à l'échelon national, sous-régional et/ou international doit vérifier attentivement les définitions des concepts utilisés.

Un aspect positif est cependant que les recensements de la population et du logement permettent manifestement d'identifier différents sous-échantillons qui peuvent être étudiés d'une façon plus approfondie dans le cadre d'enquêtes par échantillonnage, et qu'ils permettent de poser des questions clefs sur lesquelles l'utilisateur peut se fonder pour identifier des groupes de ménages ou l'individu pouvant posée à propos du rapport avec le chef de famille, on peut singulariser les ménages ayant une femme comme chef de famille pendant le traitement des données provenant du recensement. En poussant l'analyse, on peut comparer les ménages ayant à leur tête une femme et les autres types de ménages. L'on peut également étudier les caractéristiques propres aux chefs de famille en fonction des caractéristiques des ménages. Il s'agit là d'une opération complexe pour la plupart des pays, particulièrement dans le cas des pays où le traitement est encore manuel, mais elle est possible.

Les recensements de la population et du logement sont utiles à bien des égards s'agissant de définir la situation des femmes, mais ne sont pas toujours la meilleure source d'information, particulièrement dans le cas des femmes rurales. En l'occurrence, les recensements de population et de logement peuvent avoir à être complétés par quelques données provenant de recensements et d'enquêtes sur l'agriculture. Nombre des sujets recommandés en 1980 dans le cas des recensements de la population son également recommandés dans celui des recensements de l'agriculture, mais les unités d'énumération et la tabulation sont différentes. Dans le cas des recensements de l'agriculture, y compris ceux réalisés au moyen d'enquêtes par échantillonnage, qui deviennent de plus en plus communes, c'est l'exploitation ou le lopin cultivé qui





tend à être l'unité de base, et la plupart de données sont présentées par rapport aux "exploitants" et aux membres de leur ménage. Ces exploitants comprennent les exploitants privés et les membres de leur ménage, mais peuvent comprendre également ceux qui participent à des coopératives ou à d'autres entreprises collectives. Toutefois, il n'est rassemblé, dans le cadre des recensements de l'agriculture, de données sur les ouvriers agricoles et les membres de la famille que dans un petit nombre de pays.<sup>2</sup>

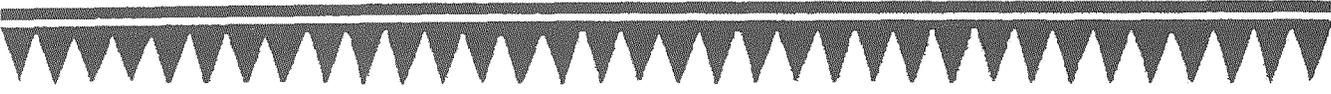
En bref, les recensements de la population et du logement permettent d'obtenir un grand nombre d'information qui peuvent être ventilées davantage afin d'obtenir des indicateurs sur la situation des femmes. Dans de nombreux pays, ces données peuvent être complétées par les recensements de l'agriculture, dans le cas desquels une attention particulière doit être accordée à la situation des femmes rurales.

### **Enquêtes sur les ménages**

Les enquêtes sur les ménages permettent de faire une étude sur une fraction restreinte de la population afin d'obtenir des informations ponctuelles sur un ou plusieurs sujets d'intérêt commun. Elles mettent habituellement l'accent sur un nombre limité des questions, comme l'emploi ou la fécondité, mais comportent à ce sujet un plus grand nombre de questions que celles qui peuvent être posées dans le cadre d'un recensement. Habituellement, elles couvrent également de nombreuses caractéristiques socio-économiques de base, comme celles qui sont comprises dans les recensements, pour pouvoir obtenir le contexte dans lequel les résultats pourront être interprétés et analysés. Dans de nombreux pays, les enquêtes sur les ménages sont une source de données satisfaisante, tout au moins à l'échelon international, car elles tendent à couvrir tous les types de ménages et permettent de comparer les situations urbaines et les situations rurales. Malheureusement, elles ne sont souvent pas assez importantes pour obtenir beaucoup de

---

<sup>2</sup> Pour une indication détaillée des questions dont l'inclusion a été recommandée dans la série de recensements de l'agriculture de 1980, voir *Programme du recensement mondial de l'agriculture de 1980* (Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1976). Pour une analyse technique des recensements de l'agriculture et des programmes connexes de collecte de données en tant que source de statistiques sur la population agricole, voir *Collecting Statistics on Agricultural Population and Employment*, Economic and Social Development Paper No. 7 (Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1978).



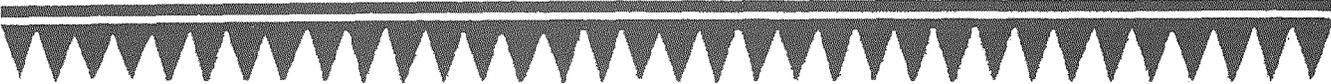
détails sur des sous-groupes déterminés de la population, comme les femmes des groupes minoritaires, ou sur de nombreux aspects de la vie sociale. Quelques enquêtes sur les ménages couvrent plusieurs aspects de la vie sociale simultanément, mais d'autres mettent l'accent sur un sujet unique, comme la fécondité et/ou la participation à la population active.

Les questions couvertes par les enquêtes par échantillonnage sur les ménages comprennent:

- une description de la structure du ménage,
- les caractéristiques démographiques et sociales des membres des ménages,
- les activités économiques,
- l'emploi, le chômage et le sous-emploi,
- la profession,
- les activités non économiques,
- les revenus provenant des gains,
- les dépenses de consommation et
- la pauvreté ou les niveaux de vie en général.

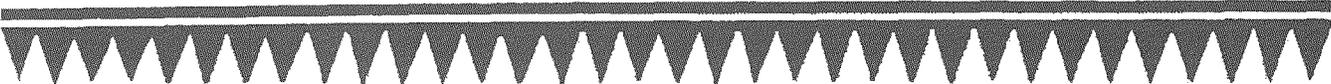
Ces questions font l'objet, par exemple, du Current Population Survey réalisé aux Etats-Unis d'Amérique, de l'enquête nationale sur les ménages et la population active réalisée au Mexique et de l'enquête sur les ménages et la population active faite aux Philippines.

De nombreux pays font une série d'enquêtes par échantillonnage échelonnées sur différentes périodes de l'année. Certaines de ces enquêtes portent sur des sujets spéciaux, comme indiqué ci-dessus, tandis que d'autres mettent l'accent sur des aspects déterminés de la société, comme l'agriculture. Les sujets ne sont jamais tellement intégrés. Par exemple, les enquêtes sur l'agriculture, généralement, mettent l'accent sur l'emploi agricole dans le cadre de l'exploitation et lient les caractéristiques de l'exploitation agricole et de l'exploitation à d'autres facteurs économiques et sociaux. Des enquêtes sur les ménages sont centrées sur les individus et, parfois, englobent les individus qui exercent des activités agricoles tout en liant leurs caractéristiques aux ménages, et pas nécessairement à l'exploitation. En pareil cas, l'unité



d'énumération primaire de l'enquête sur l'agriculture est l'exploitation, et ces enquêtes sont associées aux recensements de l'agriculture. Dans le cas des enquêtes sur les ménages, l'unité primaire est l'individu (et peut-être le ménage), l'échantillon est souvent fondé sur le recensement de la population, et les données sont liées à celles qui sont obtenues dans le cadre du recensement de la population. Néanmoins, les enquêtes sur l'agriculture sont des sources d'information utiles en ce qui concerne la situation des femmes dans de nombreux pays, spécialement si les données peuvent être complétées par des informations provenant d'autres sources, comme des études de cas.

Comme indiqué ci-dessus, les différents pays ont eu recours à des nombreux types différents d'enquêtes par échantillonnage pour obtenir des données sur les conditions socio-économiques de leur population, et particulièrement sur les activités économiques. Ces enquêtes varient beaucoup, et vont du type d'enquêtes portant sur de très nombreux sujets à des enquêtes très spécialisées qui ne portent que sur un aspect déterminé de la situation des femmes. Elles varient aussi pour ce qui est de leur couverture géographique. Certaines englobent tant les régions urbaines que les régions rurales, tandis que d'autres ne portent, pour l'essentiel que sur les populations urbaines. Elles varient également pour ce qui est de la période couverte, des techniques d'échantillonnage et d'énumération, et ainsi de suite. Des exemples spécifiques d'enquêtes des différents types contenant des informations intéressant la situation des femmes sont, notamment, l'enquête sur le temps et le budget effectuée en Roumanie, les enquêtes sur la population active réalisée en Suède, le Current Population Survey exécuté aux Etats-Unis d'Amérique, les enquêtes sur la population active faites en Egypte, l'enquête sur les femmes mariées, la famille et le travail faite au Danemark et les enquêtes mondiales sur la fécondité. Les méthodes et les techniques utilisées dans le cadre de cette enquête dépendent des circonstances propres à chaque pays, de la mesure dans laquelle les ressources financières et les autres ressources nécessaires sont disponibles, et ainsi de suite. La série de publications de Nations Unies intitulées "Enquêtes par échantillonnage d'intérêt courant" donne un résumé des rapports concernant de nombreuses études nationales pouvant présenter de l'importance pour l'analyse de la situation des femmes.

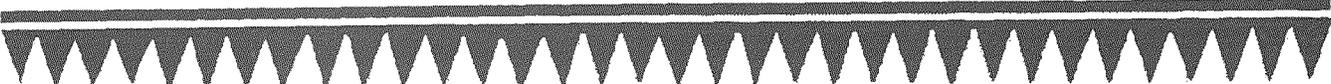


**Systemes  
d'enregistrement  
et dossiers  
administratifs**

A la différence des recensements, qui sont une énumération ou un décompte d'individus effectués au même moment, les systèmes d'enregistrement des données d'état civil consignent les principaux événements de la vie (naissances, décès, mariages et divorces) à mesure qu'ils surviennent. Les statistiques d'état civil sont ensuite compilées sur la base des dossiers tenus par les registres de l'état civil. Plus de 120 pays publient des statistiques d'état civil concernant les naissances, les décès, les mariages et les divorces. Les statistiques de l'état civil intéressant directement la situation des femmes sont, par exemple, les statistiques des décès par âge et par sexe, les naissances par localité, l'âge et la situation de famille des mères, et les statistiques relatives aux mariages et aux divorces.

Dans les directives préliminaires des Nations Unies concernant les indicateurs sociaux, 36 des 149 indicateurs sociaux indiqués peuvent être dérivés des statistiques d'état civil. Ainsi, dans tous les pays, l'amélioration de ces statistiques contribueraient beaucoup à accroître la disponibilité et améliorer la qualité des statistiques intéressant les femmes. Dans les pays où les statistiques de l'état civil sont gravement déficientes, il y a néanmoins plusieurs possibilités d'utiliser les données existantes de façon efficace. Par exemple, les statistiques de l'état civil recueillies dans des villes ou des régions sélectionnées peuvent être compilées pour obtenir un total sous-national qui peut être utile pour comprendre la situation de femmes.

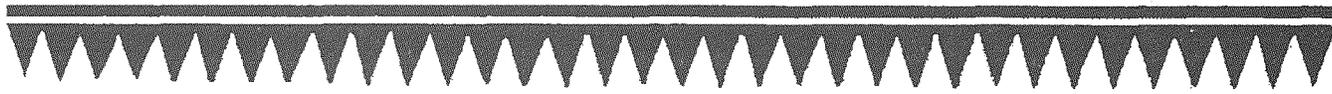
Il existe d'autres dossiers administratifs dont l'on peut tirer des statistiques intéressant la situation des femmes. Il s'agit notamment des registres fiscaux et des archives concernant l'éducation, la santé, l'emploi et la criminalité. Par exemple, les dossiers administratifs concernant l'éducation sont l'une des principales sources de données, comme on le verra plus loin. Dans certains cas, les registres fiscaux peuvent être utilisés pour dégager des informations concernant la dimension et le type des exploitations agricoles par sexe, qui peuvent faire apparaître des différences importantes entre les hommes et les femmes dans les régions rurales. Les archives des bureaux du travail et/ou des bureaux d'assurance chômage peuvent donner des indications quant à l'emploi et au chômage des hommes et des femmes dans les secteurs et les professions considérés et



quant aux caractéristiques de leurs emplois. Quelques pays tiennent des registres agricoles, qui permettent de faire de comparaisons de la situation socio-économique des hommes et des femmes exerçant des activités dans l'agriculture. En outre, un certain nombre de pays tiennent des registres de la population dans lesquels sont consignées des informations détaillées concernant les individus pendant toute leur vie. Ces données constituent une riche source d'information sur les individus, les ménages et les familles.

Ainsi, bien qu'il existe différentes sources de données permettant de compiler des statistiques et des indicateurs de la situation des femmes dans de nombreux pays du monde, les séries sélectionnées ne seront pas uniformes dans tous les pays en raison des différences de qualité et de couverture de ces diverses sources de données. Il y a aussi des limitations plus générales qui affectent les données disponibles, même lorsque ces dernières sont relativement complètes et détaillées. Par conséquent, avant d'illustrer des indicateurs spécifiques, il convient de passer en revue les différents types de limitations générales et de variation qui affectent les données disponibles.

Source:  
DIESA/INSTRAW (1988)  
*Compiling Social Indicators on the Situation of Women*  
Santo Domingo, INSTRAW



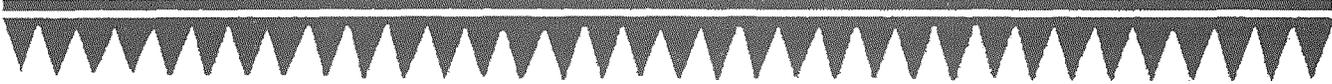
## 6. Les Distorsions Imputables au Sexe dans les Statistiques

### **Priorités**

Les statistiques relatives aux femmes ont été insuffisantes à presque tous les égards de la politique sociale dans la plupart de pays, en partie parce que les activités statistiques ne reçoivent pas un rang de priorité aussi élevé que les autres activités du point de vue de l'allocation de ressources rares, ce qui fait que les statistiques concernant tant les hommes que les femmes sont déficientes, et en partie parce que les besoins des femmes, jusqu'à une date toute récente, ont reçu un rang de priorité encore moins élevé. Lorsque les activités statistiques ne sont guères prioritaires et que l'infrastructure de statistique nationale est peu développée, l'on obtient des données insuffisantes et peu viables. En effet, dans certains pays, les recensements de la population sont relativement peu fréquents, et il n'existe pas de moyens permanents d'enquête et les systèmes d'enregistrement et autres dossiers administratifs sont inadéquats car les services de statistique manquent de personnel ou de fonds et, par conséquent, ne peuvent pas sembler traiter des données concernant un grand nombre de sujets. Dans ce contexte, il est compréhensible que les statistiques relatives aux femmes soient médiocres elles aussi. Toutefois, dans quelques pays, les statistiques concernant les femmes continuent d'être insuffisantes alors même que l'on s'emploie activement à améliorer les activités statistiques en général.

### **Problèmes de communication**

Ce faible rang de priorité accordé aux statistiques est encore aggravé par le fait qu'il y a souvent un problème de communication entre les usagers et les producteurs des données qui existent effectivement. En particulier, les services de statistique, qui manquent souvent de personnel et qui sont déjà surchargés de travail, doivent recevoir des demandes de données très concrètes et très pragmatiques, et les usagers qui s'occupent des questions intéressant les femmes sont souvent incapables de décrire leurs besoins en termes spécifiques. Toutefois, il s'agit là de problèmes généraux qui affectent les rapports entre producteurs et usagers dans un certain nombre de domaines. Dans la présente section, l'accent est mis sur une autre série de problèmes, qui tiennent principalement à la situations des femmes.



### **Problèmes additionnels**

Ainsi, indépendamment des problèmes plus généraux liés à la qualité de l'infrastructure statistique de base et aux difficultés de communications entre producteurs et usagers, il y a deux autres types de problèmes qui affectent particulièrement les femmes. Premièrement, il y a les idées préconçues concernant les rôles que doivent jouer les femmes et, deuxièmement, il y a des distorsions inhérentes à la collecte et au traitement de données relatives à la situation des femmes qui sont fondées sur le sexe. Ces deux types de problèmes ont été relevés dans un rapport publié par l'Organisation des Nations Unies en 1980 à propos des stéréotypes fondés sur le sexe et des distorsions imputables au sexe.

Le premier type de problème est lié aux idées préconçues ou aux stéréotypes culturels qui affectent la conception des recensements et des enquêtes. Par exemple, l'idée selon laquelle la femme ne participe pas véritablement à la population active peut affecter la formulation des questions relatives à la main-d'oeuvre de façon à exclure les travaux communément exécutés par les femmes. De même, la notion selon laquelle sont formulées et posées dans une enquête ou un recensement. De tels stéréotypes affectent également la façon dont les intéressés répondent aux questions posées. Si, par exemple, ce que font de nombreuses femmes rurales lorsqu'elles jardinent ou élèvent des volailles n'est pas considéré comme un "travail", de telles activités ne figureront pas parmi les activités économiques alors même qu'elles constitueront la principale source d'alimentation de la famille.

Le deuxième type de problème tient aux distorsions inhérents à la collecte et le traitement, de la compilation et de la présentation des données. Elles peuvent être dues à des stéréotypes fondés sur le sexe ou à d'autres facteurs techniques liés au traitement des données. Par exemple, lorsqu'il est publié des tabulations de la main-d'oeuvre employée par profession, il se peut que les données soient publiées en ce qui concerne les hommes seulement, la supposition étant que l'emploi des femmes est négligeable.

### **Programmes d'amélioration**

Des efforts considérables ont été déployés pour améliorer les concepts et les méthodes utilisés pour la collecte de statistiques sociales et économiques des dernières années. Dans ce contexte, les statistiques sociales et économiques des dernières années. Dans ce contexte, les statistiques décrivant



la situation des femmes ont été passées en revue et évaluées, et une étude des distorsions imputables au sexe pouvant affecter les statistiques a été publiée dans le rapport établi par l'ONU en 1980. Ce rapport étudie les distorsions du chef de famille, du ménage et de la famille, de l'activité économique, de la situation de famille, de l'éducation et de l'alphabétisation, des migrations de la fécondité et de la mortalité. C'est précisément les données concernant ces domaines qui doivent servir à l'établissement d'indicateurs de la situation de femmes. Certaines des distorsions spécifiques seront mentionnées dans la section relative aux différents indicateurs. Certains des problèmes généraux seront étudiés ici.

**Données ventilées  
par sexe**

Une lacune majeure concerne la disponibilité de données ventilées par sexe. Les données relatives à l'emploi, par exemple, sont souvent présentées pour les hommes exclusivement, alors même qu'elles ont été collectées aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Un deuxième problème se pose au stade de la collecte des données et tient à une sous-estimation des facteurs affectant les femmes. Les décès des femmes sont souvent sous-estimés par rapport à ceux des hommes, de même l'étendue de leur participation à la production économique, particulièrement dans le cas de la production agricole. Cela est dû à une définition inadéquate de concepts comme celui de travail. D'autres problèmes tiennent au traitement réservé à des concepts et à des données qui ont des significations différentes pour les hommes et pour les femmes mais qui sont considérés comme ayant le même sens. Lorsque des garçons et des filles font le même nombre d'années d'études, il se peut que leur expérience ait été semblable, mais il se peut aussi que les programmes d'études aient été très différents. Par conséquent, le nombre d'années d'études peut ne pas avoir la même signification pour les hommes que pour les femmes. Dans certains pays, les filles suivent essentiellement des cours d'activités "féminines" comme la cuisine, la couture et la nutrition, tandis que les garçons suivent des cours plus directement orientés vers une activité professionnelle comme les mathématiques, la comptabilité et les sciences.

**Valeur de données**

En dépit des limitations notées ci-dessus, la plupart des services de statistique semblent disposés à aider améliorer les données disponibles pour une étude de la situation des femmes et de leur participation au processus du



développement, ainsi que la mesure dans laquelle une égalité entre les sexes a été établie. En outre, la plupart des activités systématiques de collecte de données sont réalisées dans le cadre des services d'administration et de planification du gouvernement, c'est à elle que sera consacrée la majeure partie des ressources disponibles pour la collecte de données, et les statistiques officielles seront très largement citées. Par conséquent, il importe de ne pas perdre de vue les lacunes qui existent dans les statistiques intéressant la situation des femmes et de travailler dans toute la mesure du possible sur les données disponibles.

Bien que les données périodiquement rassemblées dans le cadre des recensements, enquêtes et systèmes d'enregistrement n'offrent pas autant d'informations qu'on pourrait le souhaiter, elles existent et on peut utiliser. Néanmoins, il se peut qu'un grand nombre des données nécessaires ne puissent pas être obtenues grâce aux moyens de collecte de données existant dans le cadre des recensements et des enquêtes et qu'il faille mettre au point d'autres techniques, peut-être plus qualitatives, pour compléter et développer les données dérivées des sources existantes.

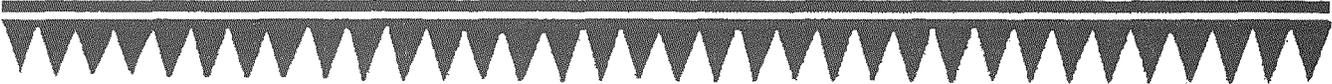
Les publications citées dans le présent rapport ne représentent qu'une petite partie des ouvrages de plus en plus nombreux consacrés aux données nécessaires pour mesurer la situation des femmes. L'insuffisance des données existantes, et particulièrement des données provenant des recensements, s'agissant de mesures et la participation des femmes au développement est mentionnée lors de presque toutes les réunions consacrées aux problèmes des femmes. Néanmoins, les données provenant des recensements et des enquêtes peuvent être utilisées pour tracer un profil général de la situation des femmes. En particulier, un nombre limité d'indicateurs importants peuvent être dérivés de ces données, notamment en ce qui concerne la mesure de l'alphabétisation et du niveau d'éducation, l'évaluation de la participation économique et de l'ampleur de la ségrégation dans le travail et la situation de famille et/ou la position des femmes dans le ménage.

Source:  
DIESA/INSTRAW (1988)  
*Compiling Social Indicators on the Situation of Women*  
Santo Domingo, INSTRAW



## Références bibliographiques

1. Nations Unies. (1990) *The World's Women*. New York : Publication de les NU
2. Nations Unies. (1993) *Rapport mondial sur le développement humain*. Paris : Economica
3. Nations Unies. (1990) *Synthèse sur la collecte de statistiques sur le rôle des femmes du secteur non structuré dans l'industrie, le commerce et les services dans quatre pays d'Afrique*. New York : Bureau de statistique



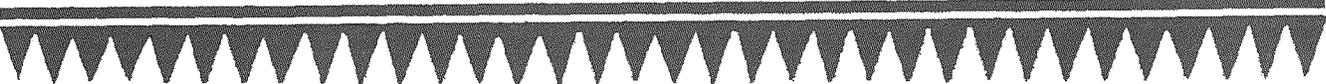
# 1. Les Femmes du Monde

Plaider la cause des femmes, c'est bien. Appuyer la plaidoirie sur des chiffres, c'est mieux. Les chiffres sont de puissants arguments politiques et les femmes elles-mêmes en ont besoin pour savoir si les choses changent ou non autour d'elles et dans le monde. La Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico en 1975 et qui a proclamé la période 1976-1985 Décennie des Nations Unies pour le femme : égalité, développement et paix, a souligné ce besoin et demandé aux services statistiques de l'ONU de compiler des indicateurs clefs de la condition féminine et de suivre leur évolution<sup>1</sup> :

- *Vie familiale.* De quelle manière les responsabilités familiales respectives des femmes et des hommes évoluent ? Le changement de la composition des ménages ouvre-t-il de nouvelles perspectives aux femmes et influe-t-il sur leurs activités ?
- *Pouvoir.* Combien de femmes compte-t-on dans le gouvernement, dans le patronat, comment sont-elles représentées dans les communautés ? Exercent-elles une influence croissante ?
- *Santé et maternité.* Les femmes vivent-elles plus longtemps; jouissent-elles d'une meilleure santé ? Y a-t-il, à cet égard, des différences entre la population féminine et la population masculine ? Les femmes jouissent-elles de la liberté de procréation ? Enfin, quels sont, dans le monde entier, les risques associés à la maternité ?
- *Education.* Les femmes sont-elles plus instruites maintenant qu'il y a 20 ans ? Leur éducation diffère-t-elle de celle des hommes ?

---

<sup>1</sup> Se reporter au Rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, Mexico, 19 juin-2 juillet 1975 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76f.IV.1), chap. II, sect. A, par. 161 à 173.



*Services de santé.* Là encore, des disparités sont flagrantes. Les services nécessaires aux femmes -obstétrique et planification familiale par exemple - leur sont trop rarement accessibles. Dans les familles, les filles sont moins bien soignées que les garçons. Quand l'austérité budgétaire oblige à réduire les dépenses sociales, ce sont habituellement les programmes intéressant les femmes qui sont coupés les premiers.

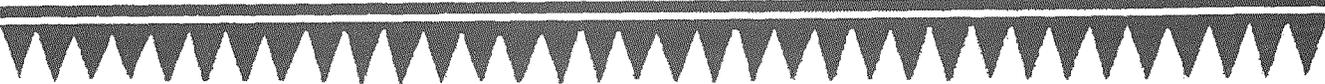
*Productivité.* Les distorsions qui caractérisent les programmes d'éducation et de santé publique se retrouvent dans les programmes d'investissement. Les activités typiquement féminines, c'est-à-dire, en règle générale, le secteur non structuré et l'agriculture de subsistance, ne bénéficient que d'un appui limité ou nul de l'Etat. L'effet le plus clair des politiques économiques officielles est de reléguer les femmes dans les activités les moins productives. Les infrastructures qui leur seraient utiles sont nettement déficientes et elles ont rarement accès aux établissements de crédit officiels. Souvent analphabètes, généralement dépourvues de biens à donner en garantie et presque toujours victimes de discrimination, les femmes en sont réduites à dépendre de leur mari ou à s'adresser à des usuriers qui exigent des intérêts prohibitifs si elles veulent investir dans des opérations plus productives.

*Rémunération inférieure.* Il existe également d'importants écarts entre ce que les femmes produisent et la rémunération qu'elles en tirent. Les traditions et les pratiques discriminatoires relèguent les femmes dans les emplois mal rémunérés et sans prestige. Même lorsqu'elles accomplissent le même travail que les hommes, elles sont généralement moins payées, de 30 à 40 % de moins en moyenne mondiale. Elles n'ont pas les mêmes perspectives d'avancement que les hommes, car des préjugés profondément enracinés les empêchent d'accéder aux postes supérieurs.

*Travail non rémunéré.* Une autre disparité tient au fait que la majeure partie du travail des femmes, n'étant pas rémunéré, est considéré comme sans valeur économique et n'est donc pas comptabilisé. On en revient ainsi aux racines du mal : l'aveuglement des politiques.

**Etat matrimonial  
et composition  
des ménages**

Dans le monde entier, sauf en Asie et dans les îles du Pacifique, les couples ont moins d'enfants et ceux-ci vivent moins longtemps avec leurs parents; il y a de plus en plus de ménages monoparentaux et de personnes vivant seules. La réduction de la taille des ménages tient en partie au recul



progressif de la famille élargie. Cette évolution est plus apparente dans le pays occidentaux développés mais commence aussi à se manifester dans les pays en développement. L'esprit à d'autres systèmes d'entraide et de sécurité sociale et à des modes de vie plus diversifiés.

Il y a des plus en plus de femmes qui vivent seules, par choix ou par nécessité, et de femmes chefs de famille : le nombre des femmes qui ne peuvent compter que sur elles-mêmes pour vivre et faire vivre leur famille ne cesse de s'accroître depuis 1970. La sécurité que le mariage donnait autrefois aux mères, celle que leurs enfants donnaient aux personnes âgées tendent à disparaître : le fardeau des femmes en est alourdi souvent, en plus de la charge du ménage, travailler au dehors parce que l'homme ne gagne pas assez pour faire vivre une famille.

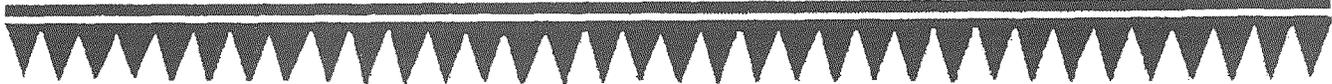
Les femmes sont en butte à d'autres tourments qui demeurent cachés au monde extérieur : les violences domestiques. On n'a pas de chiffres, mais ce fléau est certainement très répandu. Les violences dans les familles sont entourées de secret et ne laissent guère de preuves et, pour des raisons sociales et juridiques, il est très difficile de les prévenir. Il est rare que les victimes portent plainte, ne serait-ce que parce que ce genre de violences est considéré comme un mal social et non comme un crime. L'indépendance économique qui permet aux femmes de quitter les hommes qui les maltraitent est un moyen d'empêcher ces violences et d'améliorer l'image qu'elles ont d'elles-mêmes. Plus le monde prendra conscience des droits de la femme et plus ces droits seront appliqués, plus les femmes s'opposeront aux violences dans les familles.

### **Le Monde du travail féminin**

Le monde du travail n'offre pas le même visage aux femmes qu'aux hommes. Nature du travail, rémunération, prestige, durée de la vie active, tout est différent. Surtout, la responsabilité du ménage et des enfants continue à reposer sur leur épaules, alors que les hommes gardent la mainmise sur les facteurs de production et sur les revenus. Dans l'agriculture, par exemple, les tâches les plus laborieuses et les plus longues reviennent aux femmes<sup>5</sup>. Partout, les femmes contribuent à la production économique. Selon les évaluations officielles, 41 % des femmes de 15 ans et

---

<sup>5</sup> Judith S. McGuire et Barry M. Popkin. "Helping Women improve nutrition in the developing world: beating the zero sum game", étude technique de la Banque mondiale n° 114 (Washington, D.C., Banque mondiale, 1990).



plus - soit 828 millions de personnes - ont une activité économique, sans compter les 10 à 20 % au moins qui ne sont pas classées dans la population active parce que leur production n'est pas correctement mesurée.

Les femmes s'occupent des enfants, nourrissent et soignent la famille, préparent et transforment les produits agricoles, les vendent sur le marché, sont responsables du potager et du bétail, tissent, font des tapis et de la vannerie. Aucun investissement n'est consenti pour leur faciliter la tâche, de sorte que leurs activités sont très peu rentables. Il arrive même que l'introduction de nouvelles techniques aggrave encore leur sort : leur productivité augmente, mais les bénéfices leur échappent et elles sont plus exploitées encore qu'auparavant.

Les femmes travaillent donc autant, sinon plus, que les hommes. Elles tiennent une moins grande place dans l'économie structurée, mais travaillent beaucoup plus à la maison. Quand elles ont un emploi, elles n'en assument pas moins la principale responsabilité du foyer et de la famille, sacrifiant sommeil et loisirs.

### **Le secteur non structuré**

Le secteur non structuré offre un créneau aux femmes, notamment aux travailleuses indépendantes. Parfois simple bouée de sauvetage, il peut aussi leur fournir une solution durable quand elles sont exclues des emplois salariés par la tradition, par les conditions de travail ou par une recrudescence du chômage. Elles travaillent dans le secteur non structuré par nécessité et par commodité : il demande moins de compétences; les distorsions en faveur des hommes y sont moins marquées, il est plus facile à concilier avec les normes culturelles qui veulent que les femmes ne s'éloignent pas de chez elles; enfin, les horaires moins stricts ne les obligent pas à sacrifier leurs tâches ménagères. En revanche, les revenus y sont moins stables et la productivité y est souvent faible.

La faiblesse des revenus dans le secteur non structuré peut s'expliquer par diverses raisons : rareté et cherté du crédit, manque de soutien de l'Etat, exploitation par les grandes sociétés qui contrôlent les matières premières ou les marchés. Le travail féminin y tient une place de plus en plus grande, mais il est de moins en moins rentable. Selon certains chercheurs, l'écart entre



les rémunérations des hommes et celles des femmes est plus important dans le secteur non structuré que dans le secteur moderne<sup>6</sup>.

**Le défi des  
années 90**

Tout au long de ce recueil, les chiffres témoignent de la persistance des disparités entre les femmes et les hommes au niveau des politiques, des investissements et des rémunérations. Comment assurer aux femmes l'égalité devant la santé, l'éducation, l'emploi ? Comment leur assurer leur part de pouvoir à tous les niveaux ? Il faudra une transformation profonde des politiques et de l'attitude des pouvoirs publics, des milieux d'affaires et des ménages, ainsi qu'une remise en cause des postulats implicitement acceptés par les femmes et par les hommes qui conditionnent la vie politique, économique et familiale. Il faudra aussi des initiatives positives appuyées par une solide analyse des statistiques et par la conviction que l'amélioration de la condition féminine ne peut que profiter à tous.

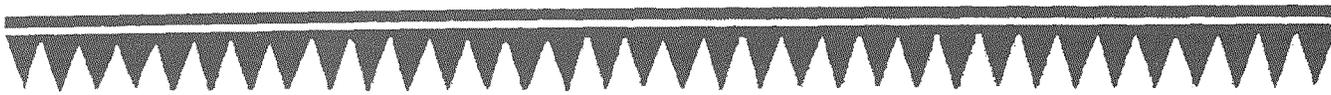
Ces transformations ne coûteront pas cher et rapporteront beaucoup. Changer de politique ne coûte rien. Les investissements nécessaires sont en général peu coûteux par rapport au produit intérieur brut - et aux dépenses militaires. Sans doute en coûtera-t-il quelque chose de payer les femmes autant que les hommes, et ces derniers auront l'impression d'y perdre. Mais cela améliorera la productivité globale, de sorte qu'à long terme tout le monde y gagnera.

**Quantifier le  
travail des  
femmes**

Les services de statistique des différents pays ne relèvent guère de données sur la contribution économique et sur les revenus des femmes. Il est urgent de reconnaître la valeur économique du travail ménager non rémunéré et de la quantifier. Il importe également de mieux évaluer le travail rémunéré des femmes, de ventiler par sexe tous les grands indicateurs et d'améliorer la compilation, l'analyse et la diffusion des données déjà collectées.

---

<sup>6</sup> *Engendering Adjustment for the 1980s: Report of the Commonwealth Expert Group on Women and Structural Adjustment* (Londres, Commonwealth Secretariat Publications, 1989), p.39.



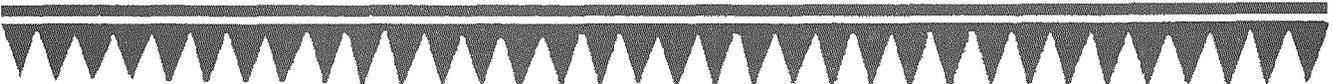
**Investir pour  
améliorer la  
productivité  
économique des  
femmes**

De meilleures politiques permettront de mieux valoriser le capital humain et le capital productif de la population féminine.

Tous les pays devraient accroître les taux de scolarisation des filles à tous les niveaux et leur ouvrir l'accès à toutes les disciplines. L'éducation contribue grandement au prestige d'une femme, dans la société, dans le travail, dans la famille. Elle permet aux femmes d'être maîtresses de leur existence et de mieux tirer parti des possibilités qui s'offrent à elles. Surtout elle les met sur un pied d'égalité avec leurs maris lorsqu'il s'agit de prendre des décisions importantes concernant l'avenir de la famille. Les systèmes d'éducation peuvent aussi aider à éliminer les obstacles culturels et sociaux qui limitent leur horizon. Mais le plus urgent est de repêcher les quelque 600 millions de femmes analphabètes, laissées pour compte des systèmes d'enseignement.

**Réduire les  
différences de  
rémunération**

L'objectif est évident : il faut abolir la ségrégation des emplois, assurer l'égalité de rémunération, et reconnaître la valeur économique du travail non rémunéré des femmes. Les décisions relèvent des législateurs, des patrons et des services statistiques. Mais il faut aussi que les hommes et surtout les femmes changent d'attitude. Ce ne sont pas les hommes qui vont ouvrir les portes de leurs domaines réservés. Ce sont les femmes. Plus compétentes, plus conscientes de leur valeur, elles y parviendront.



## 2. Mesure de la Contribution au Développement des Femmes Travaillant dans le Secteur Non Structuré (industrie, commerce et services)

### A. Approche générale

La contribution des femmes au développement peut être mesurée en évaluant le rôle qu'elles jouent dans la hausse ou la baisse de certains indicateurs de développement. Elle peut aussi être mesurée sur la base soit de la participation à la population active soit de la participation au résultat du travail, c'est-à-dire au produit et au revenu (de la nation, de la région ou du secteur).

Les deux derniers types de quantification diffèrent par leur nature. Le premier consiste à mesurer la présence des femmes dans le processus de production. Il s'agit d'une quantification unidimensionnelle : celle-ci représente un dénombrement ou un décompte du temps consacré au travail. Les unités de mesure sont des personnes ou des heures de travail. L'autre type de quantification est plus complexe : il vise à mesurer la valeur ajoutée à la production, laquelle doit être exprimée en unités monétaires. Dans le cas du secteur non structuré, où les salaires ou les rémunérations revêtent une importance secondaire, l'objectif consiste à faire apparaître le revenu net des travailleurs indépendants, soit en rassemblant directement des informations sur leur revenu, soit en réunissant des données sur leurs produits et en déduisant les intrants. Encore une fois, si l'on ne peut pas obtenir directement d'informations sur la valeur des produits et des intrants, cette valeur doit être calculée sur la base de chiffres concernant les quantités produites et les prix marchands correspondants.

La participation à la population active est essentiellement le nombre de femmes qui se livrent à des activités économiques, ou mieux encore, le nombre d'heures de travail fournies par les femmes pour ces activités. De plus, il ne s'agit pas de parvenir à un chiffre global concernant la participation en général, mais plutôt de donner, au sujet de la localisation et des modalités de ce travail, des détails indispensables à des fins d'analyse comme de formulation des politiques. Cela est vrai pour l'économie nationale dans son ensemble ainsi que pour le secteur non structuré.

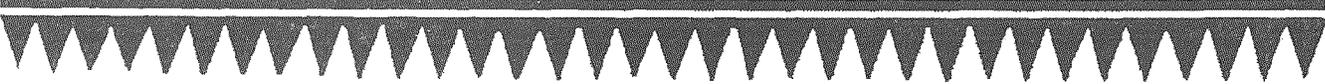
La participation à la population active peut être exprimée soit par le nombre de femmes que comprend la population active, soit par le pourcentage qu'il représente dans le nombre total de personnes économiquement actives, aussi bien hommes que femmes. Ces données peuvent être affinées, si des informations pertinents sont disponibles, en les présentant en termes de durée de travail.

La participation des femmes au revenu et au produit (et éventuellement aux dépenses) peut être exprimée en termes de valeur. En comptabilité nationale, la valeur totale de chacun de ces trois agrégats pour le pays dans son ensemble est égale par définition. ces agrégats représentent trois images différentes de l'activité économique globale, comme l'illustre le diagramme suivant :

I <u>Revenu national</u>	II <u>Produit national</u>	III <u>Dépenses nationales</u>
Salaires  Excédent net d'exploitation redistribué sous forme de rentes, de bénéfices et d'intérêts.	Produits de l'agriculture Produits de l'industrie Produits de l'industrie manufacturière Produits du commerce et des services	Dépenses de consommation courante  Investissement

La première colonne du diagramme fait apparaître la répartition primaire du revenu national entre salaires et excédent net d'exploitation, lequel est redistribué sous forme de bénéfices, de rentes et d'intérêts. Dans le secteur non structuré, il n'y a pas de salaires et la totalité du revenu revêt la forme d'un excédent d'exploitation. Bien qu'il soit dû essentiellement à son effort physique et intellectuel, le revenu du travailleur indépendant est considéré comme un excédent d'exploitation car il est le chef de sa propre entreprise. De ce fait, il n'est fait aucune distinction, dans les chapitres suivants, entre le "travailleur indépendant" et l'"unité de production indépendante". Cela vise exclusivement à faciliter l'exposé.

L'expression "revenu mixte" est parfois utilisée dans les cas où le revenu représente en partie la rémunération d'un travail (travail accompli par le propriétaire de l'entreprise dans le cadre du



processus de production, indépendamment de son rôle de chef d'entreprise) et en partie un excédent d'exploitation. Il s'agit là d'une situation caractéristique dans le secteur non structuré.

La part des femmes dans le revenu est le montant du revenu reçu par les femmes, exprimé en proportion du revenu total reçu par les deux sexes. Il ne se pose aucun problème tant que ces mesures et ces comparaisons ne portent que sur le secteur non structuré. Mais s'il s'agit de se faire une idée du revenu reçu par les femmes dans le secteur non structuré en proportion du revenu total reçu par les femmes dans le secteur non structuré ainsi que dans le secteur structuré, ou même d'essayer de le comparer au revenu national total pour les deux sexes, on se heurte à des obstacles sérieux. Il est impossible, vu l'état actuel des informations statistiques, de déterminer quelle est la part de l'excédent d'exploitation dans le secteur structuré et, en général, quelle est la part du revenu provenant des biens dans ce secteur qui va aux femmes. Par conséquent, toute comparaison de ce type ne peut être qu'incomplète.

Comme on l'a déjà mentionné, le développement implique bien davantage que le travail ou la production de biens et de services. C'est pourquoi il importe aussi de prendre en considération d'autres indicateurs de développement, comme l'indicateur du développement humain et le niveau d'instruction.

L'effort de mesure ne doit pas porter uniquement sur les femmes dans le secteur non structuré. Pour que l'analyse soit utile, il doit couvrir aussi d'autres groupes comme la population totale (deux sexes), la population mariée (deux sexes, femmes, hommes), la population active (deux sexes, femmes, hommes) et le secteur non structuré (deux sexes, femmes, hommes).

Il faut noter ici que lorsqu'on choisit une méthode de mesure, une distinction doit toujours être faite entre ce qui est souhaitable et ce qui est possible. L'absence de statistiques pertinentes et les difficultés rencontrées pour obtenir de nouvelles données imposeront peut-être une démarche plus modeste. C'est ce qui a été fait dans le Manuel, où l'on a tenu compte des données statistiques actuellement disponibles en Afrique.

## B. Participation à la population active

Comme on l'a suggéré précédemment, la participation d'un individu à la production de biens et de services est un indicateur important de sa contribution au développement. Cinq mesures de ce type seront utilisées. Chaque mesure sera considérée du point de vue de la population en général puis étendue aux activités informelles dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services. La participation peut se référer soit à l'activité courante (c'est-à-dire la population active) soit à l'activité habituelle.

La première mesure est le taux de participation de la population active, parfois appelé taux brut d'activité et mesuré par le rapport

$$\frac{\text{Population active totale}}{\text{Population totale}}$$

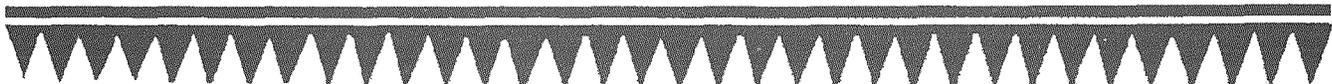
Pour évaluer la contribution des femmes, deux autres mesures peuvent être calculées

$$F = \frac{\text{Population active féminine totale}}{\text{Population totale}}$$

Le même calcul peut être fait pour les hommes (H).

F  
— donnera le rapport de la contribution des femmes à la  
H population active à la contribution des hommes

On peut procéder aux mêmes calculs pour le secteur non structuré dans son ensemble et pour les activités informelles dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services, à condition que les chômeurs puissent être classés par secteur. A partir de ces calculs, il est possible de mesurer la contribution du secteur non structuré au développement, en se plaçant dans la perspective de la population active.



Des calculs du même type peuvent être faits pour le taux d'activité affiné qui est mesuré comme suit :

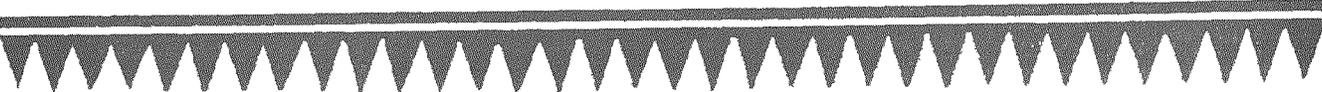
$$\frac{\text{Population active âgée de } n \text{ à } n + x}{\text{Population totale âgée de } n \text{ à } n + x}$$

où  $n$  et  $n + x$  sont les âges minimum et maximum pour lesquels sont collectées des données sur la population active. Certains analystes préfèrent le taux d'activité affiné car, en Afrique, il n'est pas tiré à la baisse du fait de l'existence d'une très importante population infantile.

Une autre mesure est la proportion de la population économiquement active dans le cas de l'activité courante et de la population active dans le cas de l'activité usuelle. Ce taux peut aussi être désagrégé pour distinguer la proportion de personnes économiquement actives dans le secteur formel et dans le secteur informel. Cette dernière proportion peut être encore désagrégée entre les activités relevant de l'industrie, du commerce et des services et les autres activités. On peut dériver ainsi une mesure de la contribution du secteur au développement.

La quatrième approche consiste à utiliser la durée du travail. Si des données sur la durée totale du travail collectées dans le cadre des recensements et enquêtes sur les personnes exerçant une activité, le rapport de la durée totale du travail des femmes à la durée totale du travail des hommes dans la population totale, dans le secteur non structuré et dans les activités informelles des secteurs de l'industrie, du commerce et des services peut être calculé à condition que toutes les autres informations soient disponibles. La durée du travail est généralement établie en demi-journées-personnes, journées-personnes, heures-personnes, en fonction des questions qui ont été posées et des réponses obtenues.

Enfin, le revenu de la population active peut aussi être utilisé pour évaluer la contribution des hommes et des femmes au secteur non structuré. La publication des Nations Unies intitulée *Principes et recommandations complémentaires concernant les recensements de la population et de l'habitation* dit ce qui suit: "Selon les notions qui sont à la base des nouvelles normes



internationales concernant la population active..., le revenu devrait être défini comme étant a) le revenu mensuel en espèces et/ou en nature que les personnes actives tirent de leur travail et b) le revenu annuel total en espèces et/ou en nature des ménages, quelle qu'en soit la source". L'approche qui est examinée ici n'est possible que lorsque la définition a) a été appliquée pour collecter les données. Le calcul auquel il est effectivement procédé est le même que ceux présentés ci-dessus sauf que le revenu total de chaque catégorie est calculé et les divers rapports mis au point.

Pour ce qui est de l'utilisation des données sur le revenu, une mise en garde s'impose. Les données sur le revenu collectées en Afrique ont généralement été peu satisfaisantes et même pour les enquêtes des ménages, les utilisateurs ont généralement été contraints du fait de la mauvaise qualité des données sur le revenu d'utiliser les dépenses comme variable supplétive du revenu. En outre, chacun sait que les femmes sont dans certains pays sous-payées par rapport aux hommes. Dans ces conditions, le revenu des femmes ne constituera pas une mesure adéquate de leur contribution au développement dans le secteur informel.

### **Comptes nationaux**

Le présent chapitre a trait à la mesure, dans le cadre de la comptabilité nationale, de la contribution apportée au développement par les femmes qui travaillent dans le secteur non structuré. Ce type de mesure est une tâche plus complexe et plus exigeante pour ce qui est d'application des concepts et de la recherche de données adéquates.

Ce travail exige nécessairement une bonne connaissance de la terminologie et de certains concepts de base de la comptabilité nationale. Comme on l'a déjà indiqué, la comptabilité nationale est basée sur des principes semblables à ceux utilisés dans la comptabilité des entreprises, sous réserve de certaines différences fondamentales, particulièrement pour ce qui est de sa portée et des sources de données.

Il existe deux principaux systèmes de comptabilité nationale, le Système de comptabilité nationale (SCN) de l'ONU et le Système du produit matériel (SPM) conçu à l'intention des pays à économie planifiée. Le présent Manuel se réfère au SCN publié en 1968 et actuellement en cours de révision. Ce système énonce les règles à suivre pour mesurer des agrégats économiques comme la production, le revenu, la consommation,



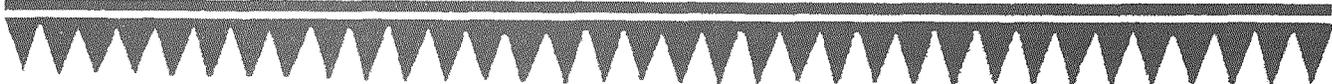
l'épargne, la formation de capital et la richesse. La principale publication concernant le SCN, intitulée *Système de comptabilité nationale* présente un aperçu général du système de comptabilité et discute des concepts et définitions. Elle n'aborde pas des problèmes comme ceux qui consistent à savoir comment ces concepts doivent être calculés dans la pratique; ces problèmes font l'objet d'une série de manuels consacrés à des questions spécifiques, comme la comptabilité relative à la production et les comptes de l'Etat. Elle contient cependant un chapitre spécial sur la comptabilité nationale dans les pays en développement, étant donné que les questions économiques et politiques à résoudre dans ces pays, ainsi que leur structure économique et leurs moyens statistiques, diffèrent de ceux des pays développés.

Le Système de comptabilité nationale contient différentes séries de comptes. Il y a des comptes de production (titre exact : comptes de production, de dépenses de consommation et de formation de capital) et des comptes de revenu (titre exact : comptes de revenu et de dépenses et comptes de capital et de financement). Les comptes qui nous intéressent principalement

en l'occurrence sont les comptes de production. Les comptes de revenu et de dépenses ne seront mentionnés que brièvement.

Les comptes de capital ne sont mentionnés qu'en passant; il s'agit d'un domaine dans lequel la participation des femmes revêt un grand intérêt, mais les estimations de ce type demeurent hors du cadre du présent Manuel.

Les comptes de production, comme leur nom l'indique, présentent des chiffres sur les différents aspects de la production. La production peut être mesurée comme étant le produit, c'est-à-dire la valeur de tous les biens et services produits pendant une certaine période, généralement une année. mais pour éviter de compter deux fois les biens qui ont été produits mais qui sont ensuite utilisés pour produire d'autres biens, la comptabilité nationale introduit le concept de valeur ajoutée en soustrayant de la valeur du produit la valeur des biens utilisés pour le produire. Ainsi, si l'on ajoute la valeur ajoutée dans toutes les branches d'activité au niveau du pays tout entier, l'on parvient à ce que l'on appelle le produit national, c'est-à-dire la valeur de tous les biens et services produits dans le pays sans qu'aucun ne soit compté deux fois. La valeur ajoutée dans une entreprise ou une



industrie est le produit créé par cette entreprise ou cette industrie. Une unité productive non structurée, même de petite envergure, est aussi une entreprise.

Avant d'examiner les source, la première chose à faire est de voir comment il faut estimer la production et la partie de la production qui représente la participation des femmes au secteur non structuré. On peut imaginer plusieurs façons de mesurer la production. On peut même s'interroger sur la question de savoir quelles sont les activités véritablement productives. Pour les raison déjà exposées, les normes et règles énoncées dans le SCN sont suivies ici, mais les incidences de ces règles sur la mesure des activités des femmes sont indiquées clairement et, lorsqu'il y a lieu, des types de mesures supplémentaires (mais pas de rechange) sont suggérées.

Le SCN ne tient pas compte de toutes les activités qui, dans le langage courant, sont parfois qualifiées de production. Il ne vise que les activités qu'il a définies comme étant "économiques". Seules ces activités, mesurées selon certaines règles, sont ajoutées pour parvenir à un total, appelé "produit intérieur brut" ou "PIB", qui est l'agrégat le plus largement utilisé et le plus connu en comptabilité nationale.

Nous allons maintenant examiner ces règles. Le manuel de l'ONU concernant la comptabilité de la production les formule comme suit :

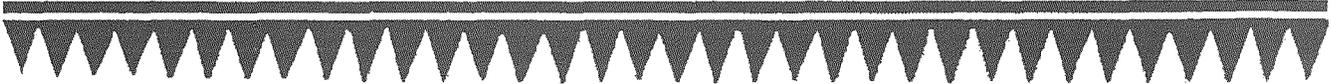
La première chose à faire consiste à préciser ce que sont les activités économiques, car ce sont elles qui déterminent le champ d'application de la comptabilité nationale. Qualifier d'économiques les activités qui donnent lieu à la production de biens et de services marchands ne présente aucune difficulté. On s'accorde généralement aussi à considérer comme "économiques" les activités de l'Etat... et celles exercées dans des institutions privées sans but lucratif..., encore que ces activités ne donnent pas lieu à des transactions commerciales. Certains autres types d'activités non marchandes posent des problèmes marginaux de classification. La révision du SCN concerne entre autres l'inclusion dans le PIB de productions non commercialisées et, une fois achevée, elle entraînera peut-être certaines modifications. Dans sa forme actuelle, cependant, le SCN n'inclut pas dans le PIB les biens et les services qui ne font



pas l'objet de transactions commerciales, à l'exception des prestations des administrations publiques et des institutions privées sans but lucratif, à moins que des biens ou services identiques ou très semblables ne soient d'autre part vendus sur le marché. Le PIB comprend par exemple les constructions pour compte propre réalisées par les ménages ou les entreprises, ainsi que les productions végétales et animales pour l'autoconsommation des exploitations agricoles, qui ont en général des équivalents très semblables dans le circuit commercial. Par contre, le SCN exclut du PIB les prestations non rémunérées des femmes au foyer et autres membres des ménages.

Cette définition théorique doit maintenant être exprimée sous forme de valeurs numériques. La tâche consistant à estimer des montants exacts peut être abordée de différentes façons. Ici encore, le manuel relatif à la comptabilité de la production peut être utile. Il contient en effet le passage suivant :

Une fois délimitée la sphère des activités économiques, le PIB peut se calculer selon trois méthodes, éventuellement combinées entre elles. La première, fondée sur la façon dont se constitue le produit de l'activité économique, consiste à mesurer la contribution de chaque producteur, en déduisant de la valeur totale de sa production propre celle des biens et des services qu'il a achetés à d'autres producteurs et consommés pour obtenir cette production. La différence est la valeur ajoutée par le producteur, et les biens et services qu'il a utilisés pour produire constituent sa consommation intermédiaire. A quelques ajustements d'importance mineure près, la valeur ajoutée par l'ensemble des producteurs constitue le PIB. Cette façon de calculer le PIB est souvent baptisée méthode de calcul à partir de la production. La deuxième méthode se fonde sur les coûts d'exploitation du producteur - rémunération des salariés, impositions indirectes, consommation de capital fixe - et sur l'excédent d'exploitation, dont la somme équivaut elle aussi à la valeur ajoutée. Cette méthode, que l'on qualifie souvent de calcul à partir du revenu, est peut-être davantage à proprement parler un calcul à partir des coûts. La troisième méthode, qualifiée de calcul à partir des dépenses, considère les destinations finales de la production nationale : consommation privée, consommation des administrations publiques, formation de capital et exportations nettes. En



d'autres termes, elle montre ce qu'il advient en définitive de cette production.

Dans le cas de l'approche de la production, la tâche consiste à déterminer quels ont été les biens et services produits, leurs prix et le coût de ce qui a été utilisé pour la production. Ces informations ne sont pas impossibles à obtenir. Tous les pays qui ont des données sur les principaux agrégats de la comptabilité nationale les ont. Ce qu'il faut, c'est ventiler ces données par sexe. En ce qui concerne la production des grandes entreprises du secteur structuré, il est virtuellement impossible d'obtenir ce type d'information par sexe. Dans le cas des entreprises du secteur non structuré, toutefois, cela est certainement possible, comme on le verra plus loin.

Dans le cas de la deuxième approche, appelée approche du revenu ou du coût, les perspectives s'améliorent nettement. Si l'on considère les emplois indiqués dans le tableau ci-dessus, l'on constate que, des quatre éléments de valeur ajoutée, à savoir la rémunération des salariés, les impôts indirects, la consommation de capital fixe et l'excédent d'exploitation. Celui-ci correspond en effet à la valeur ajoutée des producteurs résidents diminuée des impôts indirects payés (éducation faite des subventions), de la consommation de capital fixe (amortissement) et de la rémunération des salariés. En pareilles circonstances, il y a deux choses à faire : établir le sexe de la personne responsable de l'entreprise du secteur non structuré qui touche l'excédent d'exploitation et, si possible, tenir compte, au sein de cette unité, de la contribution apportée par les hommes et par les femmes qui y travaillent comme travailleurs familiaux non rémunérés.

Jusqu'à présent, l'examen a porté sur le compte de production, et l'on peut se demander si les informations figurant dans les comptes de revenu et de dépenses du système ne pourraient pas être utilisées aussi. La SCN établit des comptes de revenu et de dépenses pour les secteurs institutionnels, c'est-à-dire les entreprises, les administrations publiques et les ménages. Ce sont ces derniers qui peuvent être utiles. Le compte de revenu et de dépenses des ménages, tel qu'il apparaît dans le Système de comptabilité nationale, se présente comme suit :

**Comptes de revenu et de dépenses  
et comptes de capital et de financement  
Ménages et entreprises individuelles non financières  
et non constituées en sociétés**

Consommation finale  
Revenu de la propriété  
Intérêt du crédit à la  
consommation  
Autres intérêts  
Revenus de la terre et des  
actifs incorporels n.d.a.  
Impôts directs  
Impôts sur le revenu  
Autres impôts directs  
Redevances obligatoires,  
amendes et pénalités  
Cotisations à la sécurité  
sociale  
Transferts courants aux  
institutions privées sans  
but lucratif  
Cotisations sociales imputées  
Transferts courants n.d.a.  
Aux résidents  
Au reste du monde  
Épargne nette

**EMPLOIS**

Rémunération des salariés  
Excédent d'exploitation  
Revenu prélevé par les entre-  
preneurs de quasi-sociétés  
Revenu de la propriété  
Intérêts  
Dividends  
Revenus de la terre et des  
actifs incorporels n.d.a.  
Indemnités d'assurance-  
dommages  
Prestations de sécurité  
sociale  
Allocations d'assistance  
Prestations sociales directes  
des employeurs  
Transferts courants n.d.a.  
provenant  
Des résidents  
Du reste du monde

**RESSOURCES**

Telle est la présentation habituelle des comptes de revenu et de dépenses qui apparaissent dans les publications relatives à la comptabilité nationale. En outre, ces comptes peuvent être utiles, n'était-ce qu'à l'heure actuelle, indépendamment du secteur des ménages proprement dit, ils comprennent toutes les entreprises privées non financières non constituées en sociétés. Les chiffres qu'ils font apparaître correspondent en conséquence à une combinaison d'agents hétérogènes.



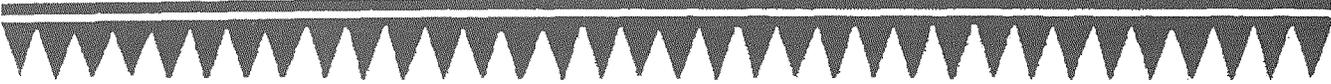
La situation sera très différente si la proposition tendant à subdiviser les ménages en plusieurs catégories, dont une représentant les ménages chez lesquels le principal apporteur de revenu relève du secteur non structuré, devient une réalité.

La troisième des approches susmentionnées est l'approche des dépenses, et elle vise les utilisations qui ont été faites de tous les biens et services produits, c'est-à-dire la consommation, l'accumulation et les exportations. Pour l'ensemble du pays, ces utilisations finales sont évidemment égales à ce qui a été produit. Mais, une fois de plus, cela n'est pas nécessairement vrai pour tel ou tel secteur de la population. Si l'on prend la plus importance des utilisations finales, à savoir la consommation, la consommation d'un certain groupe peut être supérieure ou inférieure à son revenu : certains groupes peuvent épargner ou désépargner et certains peuvent recevoir ou faire des transferts, et l'utilisation des services ou des biens fournis gratuitement par le gouvernement ou les organismes privés à but non lucratif différera d'un groupe à un autre.

Même si les données relatives à la consommation ne peuvent pas servir à calculer la production, elles sont un indicateur important du niveau de vie. S'il faut prendre cet aspect en considération, il faut passer des comptes de production aux comptes de revenu et de dépenses du SCN.

En résumé, même si, au niveau national et en termes généraux, le produit total égale le revenu total et les utilisations totales, ces équations ne peuvent pas être utilisées directement pour mesurer la participation des femmes et, selon la situation spécifique des statistiques dans chaque pays, il faudra trouver des informations détaillées aux fins de la présente analyse. On trouvera ci-après une description des éléments et des entrées des comptes nationaux ainsi que des sources et des séries statistiques sur l'emploi qui sont utilisées à cette fin.

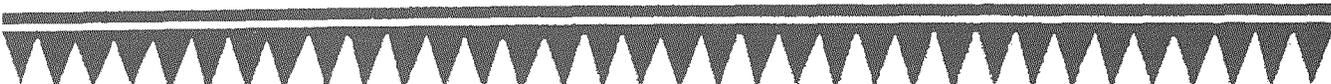
Les comptes de la nation sont généralement publiés par les autorités statistiques du pays considéré. Dans certains pays, ils sont publiés par la banque centrale ou par le ministère ou le service du plan. Lorsque des autorités différentes publient des séries de comptes différentes, l'utilisateur est confronté à un dilemme, dans la mesure où il doit choisir l'une ou l'autre. Comme les chiffres provenant de la comptabilité nationales doivent être combinés à ceux provenant d'autres documents



statistiques, la comptabilité entre les chiffres tirés de la comptabilité nationale et ceux provenant d'autres sources sera l'élément de choix décisif.

Dans certains cas, les informations tirées directement de ce qui a été publié (ou de ce qui est disponible) au sujet des comptes nationaux peuvent être combinées aux statistiques démographiques touchant les activités économiques de la population. A l'heure actuelle, la comptabilité nationales ne contient pas de tableaux touchant le secteur non structuré (cela changera peut-être lorsque le SCN aura été révisé), mais l'on peut trouver dans les fichiers de travail des chiffres séparés sur les travailleurs indépendants. Comme les personnes qui travaillent pour leur propre compte représentent un élément important du secteur non structuré, ces chiffres sont utilisés ici comme point de départ pour les estimations. Ils font apparaître le produit des unités du secteur non structuré dans les différentes branches d'activité économique mais pour les deux sexes ensemble. Pour identifier la partie correspondant aux femmes, il faut trouver dans les statistiques relatives à la population employée les chiffres relatifs aux personnes qui travaillent pour leur propre compte dans les différentes branches d'activité économique. Ces chiffres sont habituellement décomposés par sexe, et l'on peut par conséquent déterminer le pourcentage de femmes dans chaque groupe de personnes qui travaillent pour leur propre compte; ce pourcentage est alors appliqué aux chiffres relatifs au produit intérieur brut en provenance du secteur non structuré dans chaque branche. On obtient ainsi le produit crée par les travailleurs indépendants de sexes féminin et masculin dans les différentes branches d'activité économique.

On dispose ainsi d'une première approximation de la contribution des femmes au produit du secteur non structuré, approximation que l'on peut maintenant affiner. Le "travailleur indépendant" est la personne (homme ou femme) responsable de ce type d'unité productive, dont la production est venue s'intégrer au produit intérieur brut total et plus précisément au produit intérieur brut du secteur non structuré. Mais la production de cette activité n'a pas été créée par cette personne seule; celle-ci a peut-être des hommes ou des femmes. Pour préciser la première estimation, il faut tenir compte du sexe de ces travailleurs familiaux non



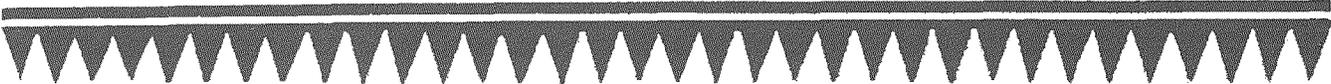
rémunérés des unités productives du secteur non structuré<sup>1</sup>/. Evidemment, aucun ajustement ne serait nécessaire si tous les travailleurs familiaux de sexe féminin, et seulement des femmes, travaillaient pour des "travailleurs indépendants" féminins, mais cela n'est manifestement pas le cas. Des filles peuvent aider leurs pères et des fils leurs mères. Comme il n'existe pas de statistiques permettant de faire une classification croisée du sexe des travailleurs familiaux non rémunérés et du sexe des travailleurs indépendants pour lesquels ils travaillent, la contribution de ces aides familiaux doit être estimée de façon indirecte.

Seul le nombre total de femmes et d'hommes qui sont des travailleurs familiaux non rémunérés est connu. Leur revenu ne l'est pas, car ils ne touchent pas de rémunération (même s'ils participent à l'utilisation du revenu à la production duquel ils ont contribué). Tout ce que l'on peut faire, c'est leur imputer un revenu, c'est-à-dire leur affecter un revenu approximatif à peu près semblable à celui qu'ils toucheraient pour un travail semblable s'ils étaient rémunérées. Ce résultat peut être obtenu de façon plus ou moins approximative selon la mesure dans laquelle les statistiques ventilent les travailleurs familiaux non rémunérés par branche d'activité. Dans certains cas, des ventilations régionales peuvent être utiles aussi. Ainsi, l'on peut calculer une estimation de la valeur ajoutée par ces personnes en la décomposant sur la base des travailleurs familiaux de sexes féminin et masculin. Cependant, l'on peut calculer une estimation de la valeur ajoutée par ces personnes en la décomposant sur la base des travailleurs familiaux de sexes féminin et masculin. Cependant, l'on ne sait toujours pas combien d'entre eux travaillent pour des travailleurs indépendants de sexes masculin et féminin respectivement.

On peut cependant faire autre chose. Grâce aux chiffres susmentionnés, l'on peut calculer le revenu par travailleur (c'est-à-dire le produit total de tous les travailleurs indépendants d'une certaine branche d'activité économique divisé par le nombre total de travailleurs indépendants).

---

<sup>1</sup> Il est rare que l'on sache comment se répartissent ces "travailleurs familiaux non rémunérés" entre ceux qui travaillent dans une unité du secteur non structuré et dans le secteur structuré. Certaines enquêtes comprennent certes une question sur ce point mais, le plus souvent, la répartition doit être estimée sur la base de recherches ponctuelles.



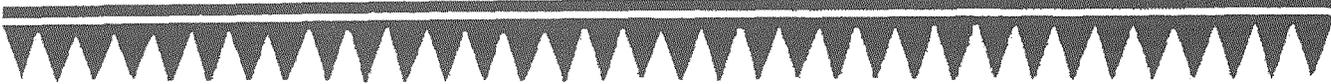
Il arrive souvent que certaines activités indépendantes soient normalement réalisées par des femmes, tandis que d'autres sont réservées aux hommes. En pareil cas, tous les travailleurs familiaux dans cette branche spécifique doivent être considérés comme de sexe féminin ou masculin. Dans les branches où, que l'on sache, il n'existe pas de répartition des tâches par sexe, et faute d'autre indication disponible, l'on peut répartir les travailleuses familiales encore non classées parmi les branches restantes en proportion du nombre total de travailleurs familiaux dans chaque branche.

Le nombre de travailleurs familiaux de sexes féminin et masculin par branche d'activité et le salaire approximatif chacun d'entre eux toucherait s'il travaillait dans le secteur structuré sont maintenant connus. Une multiplication permet de calculer le montant total du salaire hypothétique correspondant aux femmes et correspondant aux hommes dans les unités indépendantes dirigées par des hommes et des femmes respectivement. A partir de l'estimation qui a été faite ci-dessus de l'excédent d'exploitation des unités indépendantes dirigées par des femmes, l'on déduit alors le montant des salaires hypothétiques touchés par les travailleurs familiaux et l'on ajoute le montant des salaires hypothétiques touchés par les travailleuses familiales qui travaillent dans des unités indépendantes dirigées par des hommes. En ajoutant les résultats obtenus pour les différentes branches d'activité économique, l'on obtient une estimation plus exacte que la première approximation du total du produit créé par les femmes dans le secteur non structuré de l'économie.

Ce qui a été exposé ci-dessus est un traitement très détaillé des données disponibles. Si l'on ne dispose pas de détails sur la répartition de la main d'œuvre par situation dans la profession et par type d'activité économique, ou si les comptes nationaux ne font pas apparaître le produit créé par le secteur non structuré dans les différentes branches, il faudra appliquer la procédure ci-dessus au total du secteur non structuré dans son ensemble.

Certains pays publient au sujet du secteur non structuré des chiffres qui comprennent les petites entreprises employant un nombre limité d'employés salariés.

Lorsque la comptabilité nationale contient des données portant sur plus d'une année, l'on essaiera de calculer des chiffres pour estimer la participation des femmes pour chacune des années



pour lesquelles cela est possible. Toutefois, que ce soit par manque de ressources ou pour d'autres raisons, il se peut qu'on ne puisse établir qu'une seule estimation, auquel cas il faut décider de l'année pour laquelle l'estimation sera faite. Il convient alors de tenir compte de deux types de considérations: la qualité des données statistiques et la mesure dans laquelle l'estimation sera suffisamment à jour et utile du point de vue de la formulation des politiques. Par exemple, de toutes les données annuelles disponibles, quelles sont celles qui contiennent le plus de détails pouvant faciliter l'estimation? Pour quelle année peut-on se procurer plus de données en consultant d'autres sources?

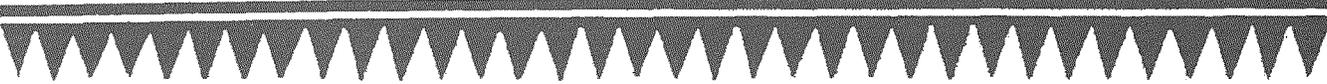
D'un autre côté, il faut se demander s'il y a depuis la date considérée des changements qui risquent d'affecter totalement ou partiellement les résultats obtenus. L'année en question doit-elle être choisie comme étant représentative de circonstances qui prévalent encore aujourd'hui ou est-il souhaitable de démontrer l'évolution qui s'est produite depuis lors? Cette dernière question en amène évidemment une autre : d'autres estimations semblables à celle qui est calculée existent-elles déjà, ou envisage-t-on d'en faire à l'avenir.

Les réponses qui peuvent être données à ces questions dépendent des utilisations qui seront faites des résultats, et plus précisément de la question de savoir s'ils seront utilisés pour analyser une situation donnée, pour faire apparaître une tendance ou même pour démontrer les changements survenus au cours d'un cycle économique. Dans le premier cas, les efforts devront tendre principalement à produire le maximum de chiffres pour la même année; dans le second, il faudra publier des chiffres pour deux années au moins et, de préférence, pour plus de deux années séparées par un intervalle suffisamment long pour que l'on puisse raisonnablement déduire d'existence d'une tendance. Dans le dernier cas, le volume des données et les intervalles auxquels elles correspondent devront être tels que les changements survenus pendant un cycle déterminé peuvent être clairement identifiés.

Les données du dernier type, c'est-à-dire celles qui doivent être présentées plus fréquemment, peuvent être moins détaillées et servir à extrapoler les chiffres provenant des estimations plus détaillées servant de référence<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> En ce qui concerne l'extrapolation des données de référence, voir : Organization de Nations Unies. Etudes Méthodologies, Serie F, No. 39. *Manuel de comptabilité nationale. Comptabilité de la production : sources et méthodes* (publication des Nations Unies numéro de vente : F.86.XVII.11).



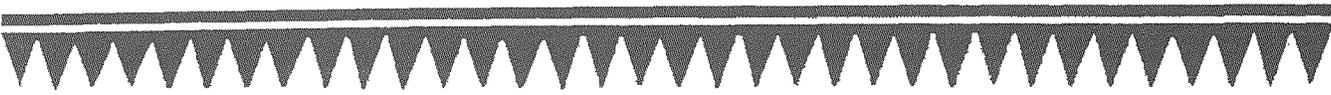
Il se pose ici un autre problème lié à l'utilisation de données économiques représentant des valeurs. Les valeurs sont exprimées en unités monétaires et celles-ci, du point de vue de leur utilité en tant qu'étalon des agrégats économiques, peuvent être assez instables avec le temps. Il se peut qu'entre deux dates spécifiques, le revenu d'une personne ait augmenté en termes monétaires mais pas nécessairement en termes "réels", c'est-à-dire par rapport à la quantité de biens et de services qu'elle peut acheter avec ce revenu. Or, c'est ce dernier élément qui est intéressant pour étudier la participation des femmes aux activités économiques ainsi que leur contribution au développement.

Du point de vue pratique, ce problème comporte deux aspects. De tous les documents et de toutes les sources examinées, quels sont ceux qui doivent être utilisés : ceux qui comprennent des chiffres aux prix courants ou ceux qui contiennent des chiffres exprimés en prix constants? Certes, lorsque les variations des prix d'une année sur l'autre ont été modérées, les uns ou les autres peuvent être utilisés sans que cela fasse beaucoup de différence mais, le plus souvent, les fluctuations des prix auront été considérables. En pareil cas, il est préférable d'utiliser des chiffres exprimés en prix constants.

Il importe de faire preuve d'une prudence particulière lorsqu'on combine des données provenant de sources différentes mais devant être exprimées dans les mêmes termes. S'agissant des données exprimées en prix constants, cela signifie qu'elles doivent se rapporter à la même année de référence. (Dans tous les cas où des données sont exprimées en prix constants, ce fait est indiqué dans le titre du tableau par la mention "En prix constants de l'année X". Cette année de référence doit être la même pour toutes les séries de données qui sont combinées.)

Si l'année de référence n'est pas la même, l'on peut utiliser les deux sources d'information mais, pour obtenir dans les deux cas la même année de référence, une des deux séries de données doit être ajustée au moyen d'un indice implicite des prix (déflateur) approprié. La plupart des manuels de statistiques économiques expliquent en détail comment cette opération peut être faite.

Ajuster le produit créé par les femmes et le produit national total sur la base du même indice des prix suppose que les prix ont évolué de la même façon dans le cas des deux agrégats. Or, cela n'est pas nécessairement vrai. Le plus souvent, il n'existe d'autre solution que d'utiliser le même déflateur pour les deux valeurs,



mais il importe de mentionner que, lorsqu'il existe un indice des prix qui reflète plus précisément l'évolution des prix des produits provenant du secteur non structuré, il convient d'utiliser ce déflateur plutôt que le déflateur plus global servant à ajuster le produit intérieur total ou des éléments importants de celui-ci. Cela ferait apparaître les effets des termes de l'échange entre le secteur non structuré et le reste de l'économie. Le plus souvent, il n'existe pas d'indice aussi spécialisé des prix pour les produits des domaines couverts dans le Manuel.

S'il faut préparer une série chronologique, il peut être nécessaire d'utiliser pour des années différentes de la série des données provenant de sources différentes. Les chiffres sont évidemment différents, puisqu'ils se réfèrent à des années différentes, mais il faut se demander si les différences d'une année sur l'autre sont dues exclusivement aux changements qui se sont produits en réalité ou si une partie de la différence au moins résulte d'une modification éventuelle des procédures utilisées pour rassembler et ajuster les données statistiques. Il ne faut pas perdre de vue cette possibilité et, si des chiffres concernant la même année peuvent être tirés des deux sources, même si ce n'est pas pour l'année souhaitée, l'on peut ainsi estimer la partie de la différence qui est due à des changements de procédure.

Il est essentiel de veiller à ce que les agrégats concernant le secteur non structuré soient subdivisés par type d'activité économique. Il faut maintenant dire quelques mots de la subdivision par région. En tout premier lieu, une telle décision dépendra des informations disponibles. S'il existe des informations ventilées par région, les avantages et les inconvénients d'une subdivision régionale doivent être pesés à la lumière des besoins. Existe-t-il de nettes différences entre les régions pour ce qui est de l'activité des femmes dans le secteur non structuré ? Ces différences sont-elles suffisamment importantes pour justifier le supplément de coûts et d'efforts qu'exigera une subdivision régionale ?

En fin, s'agissant des agrégats relatifs à la contribution des femmes au secteur non structuré, certaines observations s'imposent dans le contexte du concept de produit national élargi. Le PIB (produit intérieur brut) et le PNB (produit national brut) sont les agrégats économiques les plus fréquemment utilisés dans les rapports des gouvernements et des organisations internationales et dans la presse. Comme indiqué ci-dessus, ces agrégats ne comprennent pas les activités réalisées par la mère de famille et les autres membres du ménage pour la satisfaction des besoins de ce dernier. Un agrégat parallèle appelé "produit



national élargi" le permet : il ajoute la valeur estimative des tâches ménagères au produit national our intérieur classique. Lorsque ce calcul a été fait, la valeur du nouvel agrégat dépasse de 20 à 40 % celle du produit classique. En outre, la participation des femmes à ce produit est nettement plus significative. Cela, en soi, est important dans la mesure où l'on peut ainsi obtenir une estimation plus proche de la réalité. Mais outre qu'il fait apparaître la participation réelle des femmes à la satisfaction des besoins nationaux, ce concept crée des possibilités nouvelles en matière de projections et de planification, reflète de manière plus réaliste les taux de croissance de l'économie et (en harmonisant les statistiques relatives à la production et à l'emploi) met en lumière de potentiel de la population active. Comme on peut le voir, le produit national élargi est une extension du produit national brut qui inclut les secteurs tant structuré que non structuré et qui ne peut pas être envisagé exclusivement du points de vue du secteur non structuré. En outre, l'intention n'est pas, dans le présent Manuel, de montrer comment les activités domestiques peuvent être estimées dans des termes semblables à ceux utilisés pour estimer ces mêmes activités lorsqu'elles sont orientées vers le marché. Il existe plusieurs publications à ce sujet qui sont indiquées dans les "Références" à la fin du présent rapport.

### 3. Issues Relévantes du Rapport Mondial sur le Développement Humain 1993

**Un nouveau concept de la sécurité qui souligne l'importance de la sécurité des gens au même titre que celles des nations**

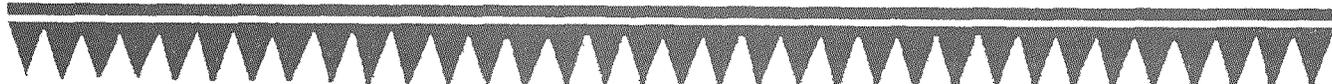
Le concept de sécurité doit changer et évoluer d'une vision exclusivement centrée sur la sécurité nationale vers une vision où l'accent est mis davantage sur la sécurité de gens ; d'une sécurité assurée par les armes vers une sécurité assurée grâce au développement humain, d'une sécurité territoriale vers une sécurité alimentaire, de l'emploi et de l'environnement.

Le monde a déjà pris un bon départ :

- Les dépenses militaires mondiales ont baissé au total d'environ 240 milliards de dollars depuis 1987.
- Le nombre d'ogives nucléaires baissera de deux tiers d'ici à l'an 2003, à la suite des accords récemment conclus entre les Etats-Unis et la Russie.
- Plus de 2 millions de soldats ont été démobilisés depuis le début des années 90.
- D'ici à 1998, les industries militaires auront probablement réduit leurs effectifs de près de 25 %.

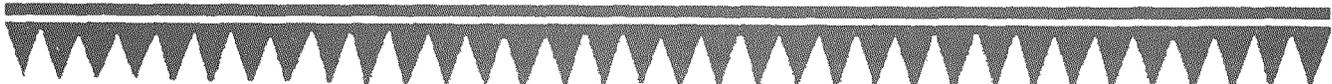
Il ne s'agit là que d'un début, les décideurs ayant devant eux un vaste programme :

- *Utiliser les réductions des dépenses militaires pour financer le développement humain* - malgré des réductions importantes dans les dépenses en armements, le dividende escompté de la paix dans les pays industrialisés ne se sont pas encore concrétisés. Un lien étroit doit être établi entre les réductions du budget de la défense et les programmes sociaux non encore assurés dans ces pays.
- *Faciliter la transition d'une production à des fins militaires vers une production à des fins civiles* - Les pays industrialisés doivent planifier la transition vers une économie de paix en assurant le recyclage des travailleurs engagés dans le secteur de la défense et en créant davantage d'emplois pour eux dans



le secteur civil. Faute de quoi, des pressions s'exerceront pour l'exportation des industries d'armement, pressions auxquelles se sont déjà pliés plus d'un pays industrialisé. Cette façon de procéder ne peut qu'aggraver ce conflit d'intérêts et retarder le progrès social dans les pays en développement. Il est irresponsable d'inciter les pays pauvres à offrir à leurs armées des gadgets fort coûteux, tout en leur conseillant de réduire leurs dépenses militaires. Quant aux pays en développement, même une démobilisation partielle leur impose de gros efforts en matière d'emploi.

- *Accélérer le désarmement dans les pays en développement* - Bien que la guerre froide ait pris fin entre l'Est et l'Ouest, il n'en demeure pas moins que ses effets n'ont pas encore été désamorçés dans le monde en développement. Si les pays en développement gelaient tout simplement leurs dépenses militaires aux niveaux de 1990 durant les dix années à venir, cela permettrait de dégager près de 100 milliards de dollars pour leurs programmes essentiels de développement humain. Cette mesure, combinée avec la restructuration des allocations d'aide proposées ci-après, permettrait d'assurer, d'ici à l'an 2000, l'alphabétisation universelle, ainsi que l'accès pour tous aux soins de santé primaires et à l'alimentation en eau potable. Cela nécessitera également certaines initiatives majeures de la part des pays industrialisés. Il s'agit en particulier de mettre au point un calendrier pour le démantèlement progressif des bases militaires et le retrait graduel de l'assistance militaires, d'adopter des mesures de contrôle international du commerce des armements, et d'instituer un nouveau dialogue franc et ouvert entre donateurs et bénéficiaires sur les réductions des dépenses militaires.
- *Mettre en place de nouvelles alliances régionales et internationales pour la paix* - La diplomatie préventive est nécessaire pour désamorcer les tensions dans le monde entier avant qu'elles ne dégénèrent. Cela exige un nouveau rôle de l'ONU, non seulement en matière de maintien de la paix, mais également en matière d'établissement et de consolidation de la paix. Mieux vaut en effet prévenir que guérir. Au cours de 1992, l'ONU a dû intervenir dans plusieurs conflits internes, de la Bosnie à la Somalie, et le nombre des casques bleus a quadruplé pour atteindre plus de 50,000 hommes. Ces hommes étant ballottés d'un pays à

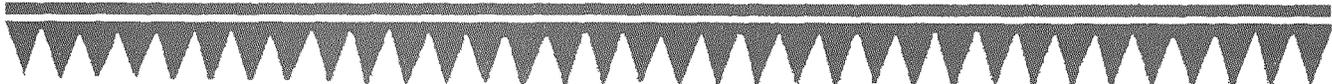


l'autre au gré des conflits, il est probablement temps pour l'ONU de disposer d'une force militaires permanente, essentiellement au service du nouvel objectif qu'est l'établissement de la paix. Mais la force militaire ne peut servir qu'à court terme, car la solution à long terme réside dans un développement économique rapide, une plus grande justice sociale et une participation populaire accrue. Le nouveau concept de sécurité des gens suppose un développement centré sur les populations, et non des soldats en uniforme.

### **Les femmes ou la majorité releguée**

S'il est vrai que les femmes constituent la majorité de la population mondiale, il n'en demeure pas moins que peu de possibilités leur sont offertes : l'enseignement, les emplois les plus intéressants, et les soins de santé leur sont souvent inaccessibles, et elles sont de surcroît exclues de la vie publique.

- *Alphabétisation* - Les femmes ont plus de chances d'être analphabètes que les hommes. En Asie du Sud, par exemple, les taux d'alphabétisation féminin ne sont que de 50% environ de ceux des hommes. Et dans de nombreux pays, la situation est encore pire : 35% au Népal, 37% en Sierra Leone, 27% au Soudan, et 32% en Afghanistan. Les femmes représentent les deux tiers des analphabètes dans le monde.
- *Etudes supérieures* - Les femmes, dans les pays en développement, sont de loin distancées par les hommes. En Afrique subsaharienne, il y a trois fois moins de femmes que d'hommes inscrits dans l'enseignement supérieur. Et même dans les pays industrialisés, les femmes sont très mal représentées dans les disciplines scientifiques et techniques : en Espagne, le rapport étudiantes/ étudiants dans ces domaines est de 28% au Canada.
- *Emploi* - Dans les pays en développement, les femmes ont beaucoup moins de possibilités d'emploi : elles sont deux fois moins nombreuses que les hommes sur le marché du travail (29% en Asie du Sud et 23% seulement dans les Etats arabes). Et même lorsqu'elles trouvent un travail, les femmes sont généralement payées beaucoup moins : en République de Corée, les salaires des femmes ne représentent que 47% de ceux des hommes. La discrimination en la matière n'est pas l'apanage des pays en développement : au Japon, les



salaires des femmes ne représentent que 51% de ceux des hommes.

Les femmes qui n'exercent pas d'emploi rémunéré sont, bien entendu, loin d'être inactives : en effet, leur journée de travail est généralement beaucoup plus longue que celle des hommes. Le problème est que le travail qu'elles effectuent -tâches domestiques et soins prodigués aux enfants et aux personnes âgées - n'est pas reconnu comme il le devrait dans les comptabilités nationales.

- *Travail indépendant* - les possibilités pour les femmes d'exercer un travail indépendant peuvent être limitées de diverses façons. Dans certains pays, les femmes n'ont toujours pas le droit d'être propriétaires, ou d'offrir de garanties pour les prêts bancaires, ou encore de conduire.
- *Politique* - dans un certain nombre de pays, les femmes n'ont toujours pas le droit de vote. Elles sont également presque partout sous-représentées au sein des gouvernements. En 1980, elles ne représentaient que 10% des parlementaires dans le monde et moins de 4% des ministres. En 1993, seuls six pays étaient dirigés par une femme.
- *Santé* - Les femmes vivent généralement plus longtemps que les hommes. Mais dans certains pays d'Asie et d'Afrique du Nord, la discrimination à l'égard des femmes sur le plan sanitaire et nutritionnel est telle que leur espérance de vie est moins élevée. En effet, en se basant sur les schémas généraux de mortalité, l'on constate que 100 millions de femmes asiatiques qui auraient normalement dû survivre "manquent à l'appel".

L'un des risques majeurs pour la santé des femmes dans les pays pauvres est l'accouchement. Les taux de mortalité maternelle dans les pays en développement sont, au bas mot, 15 fois plus élevés que ceux des pays industrialisés.

- *Statistiques nationales* - Les statistiques ne rendent souvent pas compte de la contribution des femmes. Si les travaux ménagers non rémunérés des femmes étaient pris en considération dans le compte de la formation du revenu national, la production globale augmenterait de 20 à 30%.

## **Les femmes ou la majorité releguée**

S'il est vrai que les femmes constituent la majorité de la population mondiale, il n'en demeure pas moins que peu de possibilités leur sont offertes: l'enseignement, les emplois les plus intéressants, et les soins de santé leur sont souvent inaccessibles, et elles sont de surcroît exclues de la vie publique.

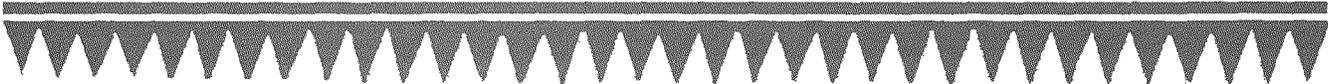
**Alphabétisation** - Les femmes ont plus de chances d'être analphabètes que les hommes. En Asie du Sud, par exemple, les taux d'alphabétisation féminin ne sont que de 50% environ de ceux des hommes. Et dans de nombreux pays, la situation est encore pire: 35% au Népal, 37% en Sierra Leone, 27% au Soudan, et 32% en Afghanistan. Les femmes représentent les deux tiers des analphabètes dans le monde.

**Etudes supérieures** - Les femmes, dans les pays en développement, sont de loin distancées par les hommes. En Afrique subsaharienne, il y a trois fois moins de femmes que d'hommes inscrits dans l'enseignement supérieur. Et même dans les pays industrialisés, les femmes sont très mal représentées dans les disciplines scientifiques et techniques: en Espagne, le rapport étudiantes/ étudiants dans ces domaines est de 28% au Canada.

**Emploi** - Dans les pays en développement, les femmes ont beaucoup moins de possibilités d'emploi: elles sont deux fois moins nombreuses que les hommes sur le marché du travail (29% en Asie du Sud et 23% seulement dans les Etats arabes). Et même lorsqu'elles trouvent un travail, les femmes sont généralement payées beaucoup moins: en République de Corée, les salaires des femmes ne représentent que 47% de ceux des hommes. La discrimination en la matière n'est pas l'apanage des pays en développement: au Japon, les salaires des femmes ne représentent que 51% de ceux des hommes.

Les femmes qui n'exercent pas d'emploi rémunéré sont, bien entendu, loin d'être inactives: en effet, leur journée de travail est généralement beaucoup plus longue que celle des hommes. Le problème est que le travail qu'elles effectuent tâches domestiques et soins prodigués aux enfants et aux personnes âgées n'est pas reconnu comme il le devrait dans les comptabilités nationales.

**Travail indépendant** - les possibilités pour les femmes d'exercer un travail indépendant peuvent être limitées de diverses façons. Dans certains pays, les femmes n'ont toujours pas le droit d'être propriétaires, ou d'offrir de garanties pour les prêts bancaires, ou encore de conduire.



Politique - dans un certain nombre de pays, les femmes n'ont toujours pas le droit de vote. Elles sont également presque partout sous-représentées au sein des gouvernements. En 1980, elles ne représentaient que 10% des parlementaires dans le monde et moins de 4% des ministres. En 1993, seuls six pays étaient dirigés par une femme.

Santé - Les femmes vivent généralement plus longtemps que les hommes. Mais dans certains pays d'Asie et d'Afrique du Nord, la discrimination à l'égard des femmes sur le plan sanitaire et nutritionnel est telle que leur espérance de vie est moins élevée. En effet, en se basant sur les schémas généraux de mortalité, l'on constate que 100 millions de femmes asiatiques qui auraient normalement dû survivre "manquent à l'appel".

L'un des risques majeurs pour la santé des femmes dans les pays pauvres est l'accouchement. Les taux de mortalité maternelle dans les pays en développement sont, au bas mot, 15 fois plus élevés que ceux des pays industrialisés.

Statistiques nationales - Les statistiques ne rendent souvent pas compte de la contribution des femmes. Si les travaux ménagers non rémunérés des femmes étaient pris en considération dans le compte de la formation du revenu national, la production globale augmenterait de 20 à 30%.

